

28 JUILLET 1926

Cahiers du Bolchévisme

NUMÉRO SPÉCIAL

THÈSES ET RÉOLUTIONS

adoptées par le

V^e CONGRÈS NATIONAL

= du Parti Communiste Français =

LILLE (19-26 JUIN 1926)

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (x°)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 \$
6 mois	24 fr.	1 \$
1 an	48 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 franc

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	7 fr.	9 fr.
6 mois	13 fr.	17 fr.
1 an	25 fr.	33 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

R=60672 2506 250

Cahiers du Bolchévisme

(5)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
Le Congrès de Lille aux travailleurs de France. Seul un gouvernement ouvrier et paysan peut résoudre la crise	1499
Résolution sur le travail du Parti communiste français	1502
Rapport sur la question française	1505
Résolution sur les questions d'organisation	1520
Délimitation des régions adoptée par le Congrès de Lille	1526
Résolution sur la situation politique et les tâches du Parti de la Conférence de la région d'Alsace-Lorraine	1528
Projet de thèse syndicale	1530
Thèse sur l'immigration	1535
Résolution de la Commission paysanne	1542
Résolution de la Commission des classes moyennes	1548
Résolution de la Commission féminine	1551
Résolution pour la question coloniale du V ^e Congrès	1553
Résolution sur le travail parmi les anciens combattants	1555
Résolution sur la liaison entre le Parti et les Jeunesses	1557

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette

PARIS

LE CONGRÈS DE LILLE AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

Seul un gouvernement ouvrier et paysan peut résoudre la crise



Le 5^e congrès du Parti communiste français vient de tenir ses assises dans une période extrêmement troublée. La France capitaliste est aux prises avec les plus terribles difficultés. L'Angleterre et l'Amérique, créanciers tout-puissants, exigent le règlement des dettes. Les banquiers américains se servent de leur position avantageuse de créanciers dans le but de devenir les maîtres effectifs de l'industrie et du commerce du pays.

Les gouvernements, les ministres des finances se succèdent, incapables de résoudre la crise. Le franc s'effondre chaque jour de plus en plus. La puissance d'achat des salaires et des traitements diminue. La misère grandit dans les rangs ouvriers, chez les petits paysans, la petite bourgeoisie.

Ce sont là les conséquences de la guerre impérialiste. Les gouvernements du Bloc national qui se succédèrent de 1919 à 1924 furent impuissants à résoudre la crise.

En mai 1924, les chefs socialistes et radicaux promirent d'améliorer le sort des travailleurs. Durant deux années, le Cartel des gauches — après le Bloc national — a donné la mesure de son impuissance, de sa complicité avec les forces d'argent. Son histoire n'est faite que de reculs, de reniements, de capitulations, de trahisons. Les chefs socialistes qui, depuis 1914, sont ouvertement les agents de la bourgeoisie ont, en entrant dans le Cartel, créé des illusions démocratiques et livré ainsi le prolétariat pieds et poings liés au grand capital.

Caillaux veut assurer l'ordre

Un gouvernement des plus brutalement réactionnaires vient d'être porté au pouvoir et s'annonce comme prêt aux pires violences pour maintenir les privilèges de la bourgeoisie. Son

véritable chef, Caillaux, veut assurer l'ordre dans la rue et dans l'usine pour rétablir la situation financière, ce qui signifie clairement qu'il entend faire supporter au prolétariat les frais de ce rétablissement. Il exige des pouvoirs dictatoriaux: le commandement de l'armée, la possibilité de rendre des décrets.

L'inflation se continue aux dépens des travailleurs. C'est à leurs dépens encore que la bourgeoisie tentera une stabilisation monétaire.

Devant une telle situation dans laquelle ils portent de lourdes responsabilités par leurs scandaleuses trahisons, les chefs socialistes parlent de passer dans l'opposition.

Travailleurs!

La vérité, c'est que votre vigoureuse protestation contre leur politique antiouvrière a rendu provisoirement leur présence impossible dans les rangs du Cartel. La bourgeoisie, effrayée par la recrudescence des luttes ouvrières, les rejette avec dédain dans l'opposition pour vous diviser et enrayer votre mouvement.

Leur opposition ne sera qu'une opposition parlementaire, une opposition de façade qui tendra à vous écarter des luttes directes contre le capitalisme qui vous menace.

Vous ne serez pas dupes! Vous ne les suivrez pas! Vous vous défendrez hardiment!

Ouvriers et fonctionnaires, vous lutterez pour obtenir de meilleurs salaires.

Artisans, petits commerçants, petits rentiers, paysans, vous résisterez à l'expropriation que vous fait subir chaque jour le grand capital.

Notre programme

Tous, vous travaillerez à rendre votre lutte plus efficace. Vous combattrez la fiscalité de classe qui vous écrase. Vous exigerez la solution de la crise financière par des mesures dirigées contre le grand capital:

- La conscription des fortunes;
- Le monopole du commerce extérieur;
- La nationalisation des banques;
- Le contrôle ouvrier.

Les gouvernements de la bourgeoisie sont impuissants à prendre de telles mesures. Seul, un gouvernement ouvrier et paysan, appuyé par la dictature du prolétariat, est susceptible de les réaliser.

Vous réclamerez l'annulation de toutes les dettes de guerre et d'avant-guerre, annulation nécessaire pour assurer la protection des travailleurs contre les visées impérialistes, ainsi que la paix du monde. Les gouvernements bourgeois aux ordres des banques et leur Société des Nations, se refuseront toujours à une telle mesure générale qu'ils accepteraient parfois en tant que débiteurs, mais jamais en tant que créanciers.

Ce ne sont que des gouvernements ouvriers et paysans dégagés de l'emprise capitaliste, groupés au sein des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui pourront décider de l'annulation des dettes et assurer la paix.

Aux menaces de la bourgeoisie, répondez par des actes! Groupez-vous derrière le Parti communiste, derrière l'Internationale communiste!

Luttez pour l'augmentation de vos salaires, pour l'échelle mobile. Pour cela, groupez-vous dans les syndicats. Formez des comités d'unité prolétarienne dans chaque usine; travaillez constamment à la reconstitution de l'unité syndicale nationale et internationale.

Paysans, artisans, petits commerçants, petits rentiers, soutenez les ouvriers dans leurs luttes. C'est en vous dressant les uns contre les autres que la bourgeoisie a pu vous vaincre. Votre union assurera sa défaite!

Soldats, marins, pour empêcher les généraux aux ordres du gouvernement de se servir de vous contre la classe ouvrière, votre classe, que chaque caserne, comme chaque usine devienne une citadelle sur laquelle le prolétariat s'appuiera dans sa lutte révolutionnaire.

Unissez-vous tous et orientez vos luttes vers le renversement de la bourgeoisie, la création d'un gouvernement ouvrier et paysan et des Etats-Unis socialistes d'Europe!

Le Congrès du Parti communiste

Lille, 26 juin 1926.



RÉSOLUTION SUR LE TRAVAIL == DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Les succès et les fautes

Le V^e Congrès du Parti communiste a constaté les progrès réalisés par le Parti, la justesse de son attitude devant les guerres coloniales, le développement de son influence parmi les masses ouvrières et paysannes. Le Congrès a aussi souligné les fautes commises. Notre activité a été trop concentrée sur les problèmes intérieurs du Parti au détriment de son action extérieure. Le malaise existant dans nos rapports avec les syndicats était l'indice de notre éloignement des masses provoqué par des mots d'ordre trop en avant et le conditionnement du front unique aux propres mots d'ordre du Parti.

La Conférence des 1^{er} et 2 décembre a souligné ces fautes. L'exécutif élargi de l'Internationale Communiste a approuvé les décisions de cette Conférence en se solidarissant avec la ligne qui y fut tracée. Le Congrès du Parti affirme son accord avec la résolution de l'Exécutif élargi, qui déclare que toute tentative de retourner à la tactique et à la palitique d'avant le 2 décembre serait énergiquement condamnée.

Le Parti luttera contre les déviations opportunistes de la droite. Le sabotage et l'action fractionnelle devront cesser immédiatement ou ceux qui voudront les continuer seront mis hors du Parti.

Le Congrès condamne le confusionnisme centriste, qui n'a pas une conception juste du régime intérieur d'un parti bolchévik, mais il appelle les ouvriers qui ont suivi cette tendance à collaborer loyalement au travail et aux luttes du Parti sur les bases des résolutions issues du Congrès.

Le V^e Congrès du Parti approuve la thèse politique présentée par le C. C. et indique que notre tâche primordiale, dans la situation présente, est de gagner la confiance des masses ouvrières et paysannes.

Après l'expérience d'une année, il affirme que l'organisation de base d'un parti communiste est la cellule d'entreprise; mais il précise la nécessité des cellules de rue. L'organisation sur la base de l'usine ne doit pas nous faire méconnaître la nécessité du travail territorial, et le Congrès indique la nécessité d'avoir des organismes du Parti correspondant aux diverses divisions administratives.

Le niveau idéologique du Parti doit être élevé; les effectifs renforcés.

L'organisation des fractions communistes dans les organisations extérieures doit être poursuivie non dans le but de conquérir seulement les organismes dirigeants, mais surtout en vue de gagner la confiance des travailleurs organisés. La nature de nos rapports avec les organisations où travaillent nos fractions nous permet de juger de ce que sont nos rapports avec les masses et de la capacité de notre Parti à les conquérir.

Le travail syndical

Notre Parti doit travailler avec la C. G. T. U. pour la création d'un véritable syndicalisme de masses. L'organisation des ouvriers français et des trois millions d'ouvriers étrangers doit être poursuivie avec persévérance. La thèse des « minorités agissantes », encore subsistante dans le mouvement ouvrier français, doit être combattue.

Les grèves qui se multiplient et se développent dans le pays éclatent en dehors de la volonté des syndicats qui ne sont pas en mesure de les guider. Le Parti doit s'efforcer de modifier cet état de choses et de prendre la direction des luttes revendicatives de la classe ouvrière. Il y parviendra dans la mesure où il fera comprendre la nécessité de la modification de la structure du mouvement syndical qui ne correspond plus aux nécessités de la lutte contre une industrie centralisée.

Nous devons utiliser les succès obtenus en certains points du pays pour renforcer nos syndicats. Nous devons rechercher les raisons de l'instabilité de leurs effectifs, étudier les moyens de retenir les ouvriers dans leurs rangs (caisses de grèves, de chômage). La lutte pour l'unité syndicale nationale et internationale doit être poursuivie. Nous devons soutenir la gauche unitaire de la vieille C. G. T. et de l'Internationale d'Amsterdam.

Le Parti doit s'attacher avec plus d'attention qu'il ne l'a fait jusqu'ici au travail dans les coopératives et s'efforcer de les orienter dans la voie de la lutte des classes.

Le Parti doit, dans son combat quotidien, mettre au premier plan la lutte pour les revendications immédiates de la classe ouvrière : l'échelle mobile, la journée de huit heures, assurances sociales pour maladie et chômage, lutte contre les impôts et la vie chère, pour la solution de la crise financière sur le dos du capitalisme, lutte contre le fascisme.

Sur ce programme, nous devons nous efforcer de réaliser le front unique par la base pour la création de comités d'entente, comités d'unité prolétarienne, comités d'usines.

Le front unique et les alliés du prolétariat

La tactique du front unique doit être appliquée d'une façon juste en tenant compte des expériences faites et des décisions de la Conférence des 1^{er} et 2 décembre. Elle doit nous permettre d'arra-

cher le prolétariat à l'influence réformiste et à le gagner à l'idée de la prise du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Elle doit être nettement différenciée des accords circonstanciels pour des buts déterminés (lutte contre le fascisme, par exemple) qui nous donnent la possibilité d'exposer notre programme intégral devant les masses que nous devons rechercher comme alliées, soit en les gagnant, soit en les neutralisant.

Le Parti doit gagner les peuples coloniaux. Par la constitution de cellules de village, en soutenant le Conseil paysan français, il doit gagner les masses paysannes. Il doit s'efforcer de neutraliser les couches moyennes, paupérisées, en créant des organisations d'artisans, de petits commerçants, en influençant celles déjà existantes.

Mais, dans cette lutte commune, le prolétariat doit conserver son hégémonie et le Parti ne doit jamais abandonner son rôle dirigeant.

La direction du parti

Le Congrès du Parti souligne que le stade de la direction du Parti par un seul groupe est passé.

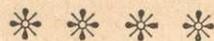
Pour l'accomplissement des tâches fixées par la présente résolution, le Parti doit se donner une direction donnant toutes les garanties contre le retour à la politique d'avant les 1^{er} et 2 décembre et faire participer aux responsabilités et à son travail tous les éléments qui affirment dans la pratique leur accord avec les résolutions du Congrès et de l'Internationale communiste.

Vers le gouvernement ouvrier et paysan

Le capitalisme contraint de plus en plus les masses laborieuses à entrer en lutte pour la défense de leurs intérêts les plus immédiats.

En réalisant les tâches fixées dans la présente résolution, le Parti se placera, dans cette bataille, à la tête des masses. Il pourra ainsi poser avec force devant elles le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Autour de ce mot d'ordre, il mobilisera les larges masses ouvrières et paysannes. Avec elles, il entraînera les couches moyennes dans la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie, il conduira les unes et les autres à la prise du pouvoir.



RAPPORT

SUR LA QUESTION FRANÇAISE (1)

I. — La situation économique

CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA STRUCTURE DU CAPITALISME FRANÇAIS.

La France contemporaine se distingue radicalement de la France d'avant-guerre. De grands changements sont survenus dans la structure du capitalisme français, changements qui ont une influence décisive sur le type même et sur les formes du mouvement ouvrier.

Depuis la guerre, la France a subi une industrialisation vertigineuse. Déjà, la guerre elle-même, en créant des besoins énormes a développé ce processus. Les commandes en masse de fournitures de guerre, la nécessité de compenser la perte des régions industrielles occupées, en créant de nouvelles entreprises, les grosses commandes passées pour la reconstruction des régions dévastées et, enfin, l'acquisition par la France de nouvelles régions industrielles, comme l'Alsace-Lorraine, tout cela a concouru à modifier l'aspect économique de la France contemporaine.

Dans l'économie nationale de la France d'avant-guerre, l'agriculture, la petite et la moyenne industrie et le petit commerce, occupaient une place très importante, tandis qu'aujourd'hui, c'est le type de grand capitalisme qui représente le phénomène dominant dans l'économie nationale. Grâce à cette transformation, la petite et la moyenne bourgeoisie citadine, ainsi que la petite et la moyenne paysannerie ont vu leur importance économique de plus en plus amoindrie. C'est l'union du charbon et de l'acier entre les mains du capital français, qui a joué, dans ce processus, le rôle le plus décisif. Les entreprises moyennes de l'industrie de transformation ont cédé la place aux entreprises gigantesques produisant principalement les instruments de production. La vieille forme rudimentaire du capital bancaire qui réduisait ses opérations au placement d'emprunts est tombée en désuétude; il s'est produit une fusion du capital industriel avec le capital bancaire et des branches entières d'industrie sont soumises au capital financier. La place du modeste rentier a été prise, dans la vie économique, par des chefs d'entreprises financières d'un type tout nouveau; la place des capitalistes industriels et commerçants isolés, par des puissantes organisations monopolistes : les cartels, les trusts; la place des ouvriers qualifiés, disséminés dans la petite et moyenne industrie par des dizaines de milliers de prolétaires demi-qualifiés et non qualifiés concentrés dans la grande industrie. Actuellement l'industrie française est à un niveau beaucoup plus élevé que celui d'avant-guerre, tant par son appareil de production que par l'importance des entreprises et le perfectionnement technique du matériel.

(1) Dans un numéro spécial des *Cahiers*, paru le 22 mai 1926, nous avons déjà publié la thèse politique qui fut votée ensuite au Congrès de Lille. Nous publions aujourd'hui ce rapport sur la question française dont la thèse n'était que le résultat.

Cette rapide industrialisation s'est accompagnée d'un déplacement profond dans le régime de la propriété en France. Deux facteurs ont eu une influence décisive dans ce processus de regroupement : 1° les surprofits de guerre; 2° l'inflation. Grâce à l'inflation, la petite bourgeoisie des villes et les paysans ont perdu les 5/6 de leur fortune mobilière qui est passée aux mains des requins de la finance. Ces derniers ont placé ces capitaux en valeurs réelles et les ont utilisés pour développer et perfectionner l'appareil de production. C'est ainsi que les classes moyennes ont perdu environ 100 milliards de francs-or, ce qui représente environ le tiers de la fortune nationale de la France. Environ 10 millions de personnes ont souffert de l'inflation, et parmi elles 4 à 5 millions sont sur la voie de la ruine et se prolétarisent de plus en plus.

De profonds changements se sont effectués également dans l'économie agricole de la France. Déjà avant la guerre, l'agriculture manquait de bras. Mais la guerre a rendu cette situation encore plus critique. Les campagnes françaises ont perdu plus d'un million de paysans tués et mutilés. Le développement de l'industrie continue à enlever de la main-d'œuvre à la campagne. La différence entre les prix des produits agricoles et ceux de l'industrie (problème des ciseaux) défavorable pour les paysans, influence également sur la diminution de la main-d'œuvre rurale. Si l'inflation a contribué à diminuer les dettes hypothécaires des paysans pauvres, elle a englouti en même temps la rente des couches plus aisées; il s'est produit dans les campagnes un nivellement des conditions avec un appauvrissement économique général. Par suite du manque de bras et de moyens, de nombreux paysans ne peuvent plus cultiver toute leur terre. Les campagnes se dépeuplent. La surface emblavée diminue. A ce moment intervient le gros capital qui s'empare des terres et pénètre dans l'agriculture sous forme de sociétés anonymes.

L'appauvrissement de la campagne française qui commence ne pourra qu'augmenter l'activité politique des paysans et susciter parmi eux un grand mécontentement. La paysannerie avait su profiter de la guerre pour s'enrichir, mais dans la période actuelle, elle ressent avec beaucoup d'acuité les conséquences de l'appauvrissement des masses laborieuses.

REGROUPEMENT DES CLASSES

Ces bouleversements économiques influent sur le regroupement des classes à l'intérieur du pays. La concentration de l'industrie, l'influence grandissante du capital financier, le déplacement des fortunes ont causé une plus grande différenciation des classes sociales que celle qui existait dans la France d'avant-guerre. La vieille France démocratique se développant paisiblement dans les cadres du régime parlementaire fait place à une nouvelle France avec des conflits de classe aigus, avec une rapide radicalisation des couches ruinées de la population, avec les tentatives des différentes classes de poser le problème du pouvoir et de le résoudre par des moyens extra-parlementaires.

A l'un des pôles politiques se trouve la grande bourgeoisie : industrielle, commerciale, terrienne, unie par les grandes banques. Elle tient dans ses mains le gouvernail de la dictature économique, elle est fortement organisée en cartels et en trusts; elle a toujours la possibilité de faire exiger par ses banques le paiement de 20 milliards d'emprunt à court terme, et ainsi de créer à n'importe quel moment une crise parlementaire. Elle ne se contente plus des vieux partis politiques qui sont

ses agents au Parlement; à leur place elle crée des organisations politico-économiques d'apparence politique, qu'elle affirme être au-dessus des partis, et à l'aide desquels elle fait pression sur le gouvernement du Bloc des gauches. Mais elle se trouve encore gênée par l'ancienne forme parlementaire, basée sur la domination des partis politiques qui sont le reflet des anciens rapports économiques du pays. Ces partis, qui prirent naissance dans la France d'avant-guerre, à l'époque où les intérêts de certains groupes ou de certaines régions de branche industrielle étaient dominants, ne correspondent plus aux intérêts actuels du capital concentré. De là proviennent les tentatives du gros capital de soumettre définitivement le parlement à ses intérêts ou bien de briser la résistance de la petite bourgeoisie et de ses partis politiques et de résoudre le conflit social par des moyens extra-parlementaires.

Parallèlement à cela, la grande bourgeoisie française, poussée par la fièvre d'exportation, enrichie par l'inflation, enivrée par sa victoire sur l'Allemagne, tend à continuer son expansion impérialiste sur le continent européen et dans les colonies. Son rôle dans la politique internationale se modifie au fur et à mesure que change la situation économique du capitalisme français. Le capital financier qui a établi sa domination dans la France d'après-guerre prend un caractère de plus en plus agressif. Mais sa base économique est trop étroite pour qu'elle puisse exercer l'hégémonie en Europe, elle est en contradiction avec la politique extérieure de la France et constitue une menace de nouvelles aventures militaires pour les masses laborieuses. Les guerres du Maroc et de Syrie sont les premiers pas dans cette voie d'action militaire plus sérieuse. Cette contradiction entre les prétentions de la bourgeoisie française et son véritable rôle international, s'est clairement révélée à la conférence de Locarno, qui diminua la position politique de la France en Europe et la plaça à un rang secondaire parmi les puissances européennes.

A l'autre pôle se trouve le prolétariat qui peut jouer un rôle décisif dans les conflits sociaux prêts à éclater. Il a augmenté en nombre; les pertes en hommes subies pendant la guerre, la croissance insignifiante de la population française et en particulier l'industrialisation de la France ont provoqué un grand afflux d'ouvriers étrangers. Environ trois millions d'ouvriers polonais, italiens, espagnols, belges, etc..., ont complété les rangs du prolétariat français. Plusieurs centres industriels forment un rassemblement bigarré à l'américaine d'ouvriers de toutes nations. Le prolétariat français, important par ses effectifs concentrés dans de puissants centres industriels et dont la plus grande masse est réduite à un niveau commun par la technique moderne de la grande industrie, représente une puissante force potentielle. Il dépend de notre partie et de la C. G. T. U. que nous puissions organiser dans les prochains conflits sociaux de nouvelles couches de ce prolétariat qui aura à remplir sa mission historique.

Enfin, entre le prolétariat et la grande bourgeoisie se trouvent les couches moyennes éternellement hésitantes, économiquement appauvries qui perdent peu à peu leur pouvoir politique. Aux dernières élections, ces couches, sous l'influence de l'appauvrissement causé par l'inflation et la politique belliqueuse du bloc national, se sont orientées vers la gauche et, avec les ouvriers qui ont conservé leurs illusions petites-bourgeoises ont favorisé la victoire du bloc des gauches. Depuis l'avènement de celui-ci au pouvoir, vingt mois se sont écoulés qui ont montré l'impuissance de la petite et moyenne bourgeoisie dans sa lutte contre le

gros capital. Toute la politique du bloc des gauches ne fut qu'une suite de capitulations devant l'offensive de l'oligarchie financière. Et c'est précisément parce que la petite bourgeoisie et les paysans ne se décidaient pas à résoudre les problèmes compliqués de la crise financière et politique en sortant des cadres du régime capitaliste, à chercher l'union avec l'unique force capable de résister au gros capital, le prolétariat, que toute la politique du bloc des gauches ne pouvait être autre chose que la démonstration de son impuissance.

C'est justement dans le fait que le rôle économique très amoindri de la petite bourgeoisie ne correspond pas à son influence politique qu'il faut chercher la source de la crise parlementaire permanente. Les masses qui suivaient le bloc des gauches et qui ont été démoralisées par son impuissance commencent à perdre confiance dans sa politique et à s'orienter plus à gauche. La tâche de notre Parti consiste à utiliser ce glissement des masses laborieuses vers la gauche afin d'établir une liaison avec elles pour les prochaines luttes de classe.

Il faut compter dans ce groupe des couches moyennes, de plus en plus appauvries, des groupes sociaux déclassés; petits rentiers en partie ruinés, intellectuels, anciens officiers, qui, dans certaines conditions peuvent fournir au gros capital des cadres pour la formation fasciste. Le processus de différenciation que subit actuellement la petite bourgeoisie peut compléter ces couches par de nouveaux groupes. C'est pourquoi notre Parti doit suivre avec une attention toute particulière le regroupement qui s'effectue au sein de ces couches afin de prendre à temps les mesures nécessaires et de ne pas être pris au dépourvu par leurs attaques.

REGROUPEMENT DES PARTIS POLITIQUES

Parallèlement au regroupement des classes, il se produit un regroupement des partis politiques. La lutte entre le Bloc National et le Bloc des Gauches a déjà montré que la question de la création de groupes politiques plus vastes que les anciens partis était à l'ordre du jour en France. A la concentration du capital correspond celle des forces politiques et l'approfondissement des contradictions sociales. La base sociale de nombreux partis se modifie.

Ce processus s'effectue très nettement sans la social-démocratie, qui maintenant devient objectivement le parti de la petite bourgeoisie, malgré la présence d'ouvriers dans ses rangs. Le rôle que joue la social-démocratie dans le Bloc des Gauches témoigne d'une façon très claire de l'évolution qu'elle a subie ces dernières années. De plus en plus entre elle et le Parti Communiste, se développera une lutte décisive pour l'influence sur les grandes masses appauvries de la petite bourgeoisie et des paysans. Notre tâche consistera à convaincre ces masses de la nécessité des méthodes de violence révolutionnaire qu'entend poursuivre le prolétariat, et à montrer à la lumière des expériences concrètes que seul le Parti Communiste mène réellement la lutte pour les intérêts des larges masses laborieuses et à entraîner ces masses derrière l'avant-garde de la classe ouvrière.

LA CRISE FINANCIÈRE

La crise financière actuelle de la France prouve que le capitalisme français va infailliblement vers des complications révolutionnaires importantes. Cette crise pose en ce moment les questions principales suivantes :

1° La question budgétaire. Sur quelles classes doit porter le poids des impôts nécessaires pour boucler le budget ? C'est en vain que le quatrième gouvernement petit-bourgeois se casse la tête avec cette question;

2° La question de la faillite de la trésorerie de l'Etat. Afin d'éviter cette faillite, il est nécessaire au moment du remboursement des emprunts à court terme (60 milliards de francs environ) qu'intervienne l'accord des porteurs d'obligations pour en prolonger l'échéance, et cela pose dans toute son acuité la « crise de confiance » à l'égard de la capacité de paiement de l'Etat, qui peut devenir une grande crise révolutionnaire;

3° La question du change. Bien que le bilan commercial soit actif, le franc baisse constamment, car les besoins de l'Etat en argent se couvrent toujours par de nouvelles émissions de papier-monnaie;

4° La question des dettes interalliées. On ne peut stabiliser la devise nationale qu'à l'aide de crédits étrangers. Mais la bourgeoisie française ne peut obtenir des emprunts de l'étranger qu'à condition de consolider sa dette extérieure qui atteint environ 40 milliards de francs-or. Si le règlement de cette dette s'effectue comme l'exigent les Américains, cela représenterait un tribut annuel d'environ 2 milliards de francs-or, à payer pendant près d'un siècle. D'où des difficultés pour arriver à un budget équilibré et en même temps l'inféodation au capital anglo-américain des branches essentielles de l'économie nationale. L'Amérique veut arriver par ce règlement à une colonisation économique de la France qui en diminuerait beaucoup l'indépendance politique. La pénétration du capital américain en France et dans les colonies françaises prépare une sorte de régime Dawes pour la France, condition essentielle de la stabilisation des finances d'Etat et du franc.

Tout cela crée une situation extrêmement instable pour les classes dirigeantes de France. Mais si la bourgeoisie française arrive à surmonter certaines difficultés financières, même si elle parvient à stabiliser le franc, cela n'empêchera pas une crise industrielle grave de faire suite à l'actuelle crise du change. La prospérité apparente de l'industrie française est aujourd'hui motivée en majeure partie par l'inflation et elle n'est qu'artificielle. Le pays a été privé des capitaux amassés avant la guerre et investis à l'étranger pour une somme de 38 milliards de francs-or. Le bilan commercial actif qui provient de l'inflation est équivalent en fait, à un appauvrissement constant du pays, car la vente des produits français s'effectue à un prix inférieur au coût de leur reproduction (perte de substance). Nous constatons dès à présent une tendance à niveler les prix de détail du marché intérieur français, avec ceux du marché mondial, et cela rend l'inflation inutile à la bourgeoisie. Dans ce cas, l'industrie française sera placée devant le problème du manque de capitaux de roulement, d'une augmentation vertigineuse du prix de revient des produits, de l'incapacité de faire de la concurrence sur le marché mondial, d'une crise de débouchés et de chômage. Afin de sortir de cette situation, la bourgeoisie française entreprendra une offensive contre la classe ouvrière pour retrouver sa capacité de concurrence sur le marché mondial aux dépens du prolétariat.

Une autre cause d'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière et de la situation révolutionnaire seront les tentatives de la bourgeoisie française en vue d'équilibrer son budget. Elle ne pourra y arriver qu'à l'aide d'impôts indirects, c'est-à-dire au détriment des masses laborieuses. Tout ceci montre que la France va vers une profonde

crise révolutionnaire dans laquelle il peut se produire des accalmies provisoires, mais le sens général de l'évolution va vers une solution de la crise par des moyens extra-parlementaires et extra-légaux.

LE RÔLE DU PROLÉTARIAT ET DU PARTI

Les changements survenus dans la structure de l'économie nationale et dans les positions politiques dans la France contemporaine posent d'une façon aiguë la question du rôle du prolétariat dans les événements prochains. Le prolétariat ne peut rester spectateur passif au cours de la lutte qui se déroule maintenant entre le gros capital et la petite bourgeoisie expropriée par ce dernier. Déjà dans la lutte contre la guerre du Maroc et de Syrie, le prolétariat a montré qu'il est la seule classe qui oppose de façon conséquente une résistance à la politique impérialiste de la bourgeoisie française et qui prend l'initiative du mouvement.

La première tâche essentielle qui se pose devant notre Parti consiste à développer dans toute son ampleur devant les larges masses la question de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte contre le gros capital. Seul le prolétariat conscient de sa mission historique, organisé dans des syndicats puissants et dans un Parti communiste de masses pourra avoir une influence décisive sur l'issue des conflits de classe. C'est pourquoi la seconde tâche essentielle de notre Parti consiste non seulement à élargir son influence par l'agitation au sein des larges couches prolétariennes, mais à l'enraciner par l'organisation au moyen d'organisations de masses.

Notre Parti doit avoir une pleine conscience que sans la conquête des syndicats et l'entrée dans leurs rangs de l'immense majorité de la classe ouvrière, il ne pourra diriger avec succès le prolétariat dans ses luttes de classes. Il faut avouer clairement que jusqu'à maintenant le Parti communiste français n'a encore influencé que l'avant-garde du mouvement ouvrier. De son côté, le Parti socialiste s'est entraîné à la remorque de la petite bourgeoisie et des couches ouvrières politiquement arriérées. Partant de cette situation, la droite du Parti français a construit toute une théorie d'après laquelle la lutte entre la grande et la petite bourgeoisie autour de l'inflation des impôts et des dettes interalliées, n'intéresse en rien le prolétariat. Par cette réduction du rôle du prolétariat, les éléments de la droite cherchent à ramener le mouvement ouvrier actuel vers sa passivité socialiste d'autrefois.

A ces théories réformistes, le Parti léniniste doit opposer avec la plus grande clarté, et c'est sa troisième tâche essentielle, la question de l'établissement d'une liaison entre le prolétariat d'une part, les couches moyennes paupérisées et la paysannerie de l'autre.

Nous sommes actuellement en France, devant cette alternative : ou le prolétariat réussira à conquérir la majorité de la petite bourgeoisie et des paysans et à résoudre par des voies révolutionnaires la crise actuelle sur le dos du gros capital, ou la petite bourgeoisie comme en Italie, suivra la grande bourgeoisie et celle-ci établira un régime réactionnaire basé sur une exploitation renforcée du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui fera peser sur leurs épaules tout le fardeau de la crise.

Conduire les larges masses prolétariennes sur la voie de la lutte révolutionnaire, entraîner derrière elles les couches petites-bourgeoises et

paysannes, les placer sous la direction politique du prolétariat, se mettre à la tête d'un large mouvement révolutionnaire contre le capital, telle est la tâche principale de notre Parti.

II. — La situation intérieure du Parti et ses tâches

Le malaise que nous observons dans le Parti français sort des cadres des crises typiques qui se sont produites au cours des dernières années dans les diverses sections de l'I. C. Nous nous trouvons en présence d'une maladie tout à fait particulière d'un parti ayant fait sans doute au cours de trois années un pas énorme sur la voie de la bolchévisation, mais d'un parti qui n'a pas encore subi l'épreuve de la guerre civile.

LES FAIBLESSES IDÉOLOGIQUES DU PARTI

Il y a trois ans, le Parti a traversé une crise des plus violentes qui l'a purifié des éléments les plus opportunistes représentés par Frossard. Au cours de ces trois années, le Parti est devenu réellement, par sa composition sociale, un parti ouvrier. Il a groupé l'avant-garde du mouvement ouvrier, il a porté des coups décisifs au conservatisme anarcho-syndicaliste dans les syndicats et il s'est assimilé les principes fondamentaux du léninisme.

Mais comme le Parti français est, dans son écrasante majorité, composé d'une jeune génération venue au communisme après la guerre et entrée au Parti sans culture marxiste sérieuse, comme cette jeune génération n'a pas encore, au cours d'un combat de classes, pu acquérir l'expérience nécessaire dans l'application de la tactique léniniste, la base idéologique du Parti reste encore très peu stable. C'est à tâtons que le Parti cherche à élaborer sa ligne tactique, il agit au jour le jour sous le coup des événements quotidiens et il lui manque souvent de larges perspectives. Les changements compliqués qui se manifestent au sein de la classe ouvrière n'ont pas été l'objectif d'un examen suffisamment sérieux et profond de la part du Parti.

LE MANQUE D'EXPÉRIENCE DES LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES RÉCENTES

A cette faiblesse idéologique, s'ajoute le manque d'éducation politique des cadres du Parti, l'absence de fermeté acquise au cours des dures batailles. La bolchévisation du Parti communiste allemand s'est effectuée au cours des combats sanglants de son prolétariat, combats qui furent autant de grandes leçons révolutionnaires et qui laissèrent sur les travailleurs allemands une ineffaçable empreinte. Les communistes italiens sont trempés et aguerris dans la lutte contre le fascisme. Il en a été tout autrement pour le Parti communiste français. Ce dernier n'a connu ni la guerre civile, ni ses défaites. Il a vécu sous le régime de la légalité; son expérience politique est extrêmement limitée et ses mouvements de masses se sont traduits par des grèves et des manifestations de rues qui aboutissaient tout au plus à des heurts avec la police. Voilà pourquoi, en France, la bolchévisation du Parti communiste n'a pas pénétré aussi profondément que dans les partis ayant dirigé de grandes luttes de masses.

LA SOUS-ESTIMATION DE LA DROITE

Aussi le danger de la droite n'est-il pas, en France, aussi vivement ressenti que dans les pays qui ont traversé l'ère de la guerre civile. En France, les ouvriers n'ont pas encore eu l'occasion de juger la conduite d'un Souvarine au moment de luttes armées comme leurs frères allemands dans l'action de mars pour Paul Lévy. Les communistes n'ont encore qu'une conception abstraite de la trahison réelle de Souvarine. C'est de là que vient la menace d'une sous-estimation du danger de la droite au sein du Parti. Et cependant, ce danger de droite frappe déjà avec force à la porte du Parti. Il vient moins du groupe intellectuel et petit-bourgeois de Souvarine que de certains syndicalistes liés à la droite qui n'ont pas encore abandonné leurs conceptions surannées de l'autonomie du mouvement syndical. A ce dernier groupe, l'organe de Rosmer et de Monatte offre actuellement une idéologie toute faite. L'Exécutif élargi approuve la lutte idéologique énergique entreprise par le Parti contre la droite après sa conférence des 1^{er} et 2 décembre.

LES FAUTES ULTRA-GAUCHES

Le manque d'expérience du Parti dans la lutte de classes a retardé son développement en l'empêchant d'avoir une pleine compréhension de ses erreurs ultra-gauchistes. Dans le Parti communiste français, il n'y eut jamais de groupements ultra-gauches nettement caractérisés. Le Parti français n'a pas été obligé de briser un tel mouvement au prix d'une lutte acharnée comme l'ont fait par exemple les partis italien, allemand et polonais. Il n'a connu ces luttes que par ouï-dire, mais il n'en a pas fait lui-même l'expérience.

La tendance de Treint de transformer la guerre coloniale en guerre civile quand elle était examinée par lui sous l'angle d'une perspective relativement proche, était dans des circonstances déterminées, une faute politique grave.

Une perspective comme celle établie en mai 1925 et selon laquelle des combats décisifs entre le prolétariat et la bourgeoisie devaient avoir lieu, a causé relativement peu de mal au Parti en raison de ce qu'elle ne correspondait pas à la situation, mais elle a eu pour conséquence d'isoler le Parti de certaines couches ouvrières et petites-bourgeoises. Ces erreurs ultra-gauches n'ayant pas eu des conséquences pratiques plus graves pour la masse du Parti, celle-ci n'a pas pu les estimer à leur juste valeur.

LA CONCEPTION ÉTROITE DU PROBLÈME DE LA BOLCHÉVISATION

Or, la véritable bolchévisation du Parti ne saurait être réalisée sans un examen concret de son expérience passée. Les camarades français croyaient qu'il suffisait de réorganiser leur Parti sur la base des cellules d'usines pour qu'il devienne sans coup férir un vrai parti bolchévik. Certes, le renforcement du caractère prolétarien du Parti est une des conditions préalables de sa bolchévisation, mais ce n'est qu'une part de sa tâche et on ne saurait la réduire à une simple question d'organisations. En restreignant ainsi tout le problème de la bolchévisation, le Parti traite ce problème d'une façon mécanique et réduit des tâches compliquées à une série de circulaires, ordonnances, etc... Au lieu d'obtenir graduellement au sein des organisations du Parti, une synthèse

organique des deux générations, c'est-à-dire des vieux cadres et des jeunes, le Parti a écarté mécaniquement ses vieux cadres par des mesures d'organisation purement formelles. Le trait le plus caractéristique de la physionomie du Parti français est le renouvellement complet de ses cadres au cours des dernières années. Ce serait une grande erreur de nier l'importance de cet afflux considérable de forces nouvelles. Mais ce renouvellement ne pouvait moins faire que d'amener une réduction dans les effectifs du Parti et de rejeter les « vieux » dans une opposition à l'égard des « jeunes ». D'où un certain malaise des organisations du Parti, malaise qui exige des mesures immédiates.

LES RELATIONS ENTRE LE PARTI ET LES SYNDICATS

Une bonne relation entre le Parti et les syndicats, une connaissance exacte du rôle des syndicats sont les conditions fondamentales de la liaison du Parti avec les grandes masses, par laquelle le Parti peut assumer son rôle directeur du mouvement ouvrier.

Au moment où la tâche fondamentale du mouvement syndical est de se transformer de syndicalisme de minorité en syndicalisme de masses correspondant au développement industriel d'après-guerre, il est évident que le rôle dirigeant du Parti doit être exprimé avec force. C'est pourquoi les relations entre le Parti et les syndicats revêtent une importance décisive pour le mouvement ouvrier français.

Les fautes ultra-gauches, les mots d'ordre ne correspondant pas à la situation montrent que le Parti avait une fausse conception de son rôle dirigeant et de ses rapports avec les masses. Cette fausse conception avait comme conséquence directe une sous-estimation du rôle des syndicats; elle a contribué au premier chef à créer de mauvais rapports entre le Parti et les syndicats.

Cette situation s'est encore compliquée par le fait que, pendant que le Parti passait par une période accélérée de renouvellement et de réorganisation, les syndicats dans leur organisation étaient basés sur les anciens cadres. Le processus de renouvellement des cadres ne pouvait pas suivre la marche du Parti. De leur côté, les jeunes cadres du Parti, placés dans une situation nouvelle, n'avaient pas eu le temps d'acquérir l'expérience suffisante pour travailler efficacement au sein des syndicats et conquérir la confiance des masses organisées. Entre le Parti et les syndicats il se produisit un manque d'équilibre qui ne pouvait être supprimé par la simple entrée de quelques membres du Bureau confédéral dans le Parti. Parmi les vieux syndicaux, certains n'ont pas encore abandonné complètement leurs préjugés qui apparaissent dans la question de l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis du Parti. Il fallait une grande patience, un travail persévérant et intense pour éduquer les militants syndicaux, renouveler progressivement les cadres inassimilables et créer une bonne collaboration.

Une des fautes de la direction de la camarade Suzanne Girault consistait justement dans le fait qu'elle mécanisait trop les relations entre le Parti et les syndicats, ne prenant pas en considération les particularités du mouvement syndical français.

Les militants du Parti et de la C. G. T. U. doivent se rendre clairement compte que c'est seulement dans une collaboration basée sur une politique juste et sur la confiance mutuelle que se trouve la garantie du développement normal du mouvement syndical et du Parti. Les camarades travaillant dans les syndicats doivent comprendre qu'au sein des

syndicats il reste les militants du Parti dont ils exécutent les directives générales. Avec une force particulière, ils doivent mettre en avant dans la période actuelle, l'idée de la tactique du front unique, car c'est seulement sur cette voie qu'ils sauront élargir leurs bases, jusqu'à maintenant par trop limitées. D'autre part, notre Parti doit soumettre à une critique sérieuse les méthodes par trop administratives à l'égard des syndicats qui caractérisaient la politique de l'ancienne direction du Parti jusqu'à la Conférence du 2 décembre.

Sans vaincre les résistances intérieures à l'application juste de la tactique du front unique, ni parti, ni syndicats ne seront capables de conquérir les larges masses.

PAR LE SYNDICAT VERS LES MASSES

Les syndicats rouges constituent actuellement la base principale d'un Parti communiste de masse en France. Dans tous les pays la question des relations entre le parti et les syndicats est l'indice de la maturité politique du parti et de sa capacité de conquérir les masses, toute difficulté dans les rapports du Parti avec les syndicats se répercute immédiatement dans l'influence du Parti sur les masses et inversement. Aussi le manque de rapports normaux entre le Parti et les syndicats est-il la preuve qu'il existe une crise dans les rapports du Parti et de la C.G.T.U. avec les masses. Lorsque les effectifs de notre Parti n'augmentent pas, et que certaines organisations syndicales perdent des adhérents, au moment d'une crise financière des plus dures, au moment de l'inflation et de l'appauvrissement des couches moyennes, au moment de la désagrégation des vieux partis et du regroupement des classes, au moment de la décomposition du parlementarisme, au cours de deux guerres coloniales et du mécontentement grandissant des masses, de tels faits aussi inquiétants doivent alarmer tout le Parti et la C. G. T. U., leur faire comprendre qu'il y a quelque chose à corriger dans leurs relations avec les masses. En France, le travail dans les masses visait surtout à l'agitation, mais le travail d'organisation restait bien loin en arrière de l'influence acquise par cette agitation.

LES TRADITIONS SECTAIRES DU MOUVEMENT OUVRIER

Nulle part, le nombre d'ouvriers organisés dans le Parti et les syndicats n'est aussi bas qu'en France par rapport au nombre des ouvriers non organisés. Le mouvement ouvrier français est entré dans la nouvelle période d'après-guerre, divisé en plusieurs tendances et chapelles de caractère sectaire. Cet état du mouvement ouvrier reflétait la situation économique de la France, pays des petits rentiers, d'épargnants, de petite et moyenne bourgeoisies. L'individualisme fameux de l'ouvrier français était le résultat de l'état arriéré de l'industrie française de la petite bourgeoisie. Ce n'est que dans ce pays de mouvement ouvrier morcelé et à peine organisé que pouvait naître la « théorie des minorités agissantes », qui fournissait une justification idéologique à la pratique sectaire des vieilles écoles et tendances isolées des masses. Dans la période d'avant-guerre s'est opérée au cours de longues années la formation de ces sectes atrophiées dans leurs petits intérêts de chapelles. Le développement économique de la France d'après-guerre, la formation de nouvelles couches du prolétariat, tout cela secoua jusqu'à la base le mouvement ouvrier et ses anciens groupements. Mais le Parti lui-même et

la C. G. T. U. ne se sont pas encore complètement défaits dans la pratique des vestiges de l'esprit conservateur de l'ancienne période. Les méthodes du travail de la C. G. T. et le type d'organisation des syndicats reposant sur le principe territorial et non sur la base des entreprises ont été peu modifiées dans la période d'après-guerre. Les rapports quelque peu mécanisés du Parti avec les syndicats de même que ceux de l'appareil du Parti avec la périphérie, l'éloignement du centre du Parti des organisations de base, tout cela correspondait dans une certaine mesure à l'esprit sectaire. Le Parti et la C. G. T. U. se reposaient sur les conquêtes faites dans la période d'agitation et d'effervescence d'après-guerre. Vu l'état d'organisation de la classe ouvrière d'avant-guerre c'était incontestablement un succès. Mais si l'on considère que la France d'après-guerre est devenue un pays de prolétariat concentré dans de grandes entreprises, l'importance de ce succès est bien relatif. Dans la France d'après-guerre, l'histoire a mis notre P. C. et la C. G. T. U. dans une situation exceptionnellement favorable.

LA TACHE PRINCIPALE : GAGNER LES MASSES INORGANISÉES

Le Parti communiste français et l'organisation syndicale pourront et devront prendre un grand développement si nous réussissons à lutter non seulement pour les ouvriers déjà groupés dans d'autres organisations, mais encore à trouver les moyens de gagner les larges masses non encore organisées du prolétariat. C'est pourquoi en France — et c'est ce qui distingue ce pays des autres pays où le prolétariat est organisé — la tactique du front unique doit être envisagée comme l'action commune non seulement avec les ouvriers faisant partie des syndicats réformistes et du Parti socialiste, mais aussi avec les ouvriers non encore organisés, les paysans et les couches moyennes paupérisées. C'est pourquoi la tactique du front unique doit non seulement viser à démasquer la trahison des chefs, mais aussi à prouver aux masses non organisées notre volonté de lutte pour la réalisation des revendications immédiates. En France, plus que partout ailleurs, il nous faut, lorsque nous mobilisons les masses par l'agitation révolutionnaire, toujours faire ressortir l'importance de l'organisation dans la tactique du front unique. Le Parti français a déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine. Les congrès ouvriers et paysans ont été le point de départ pour l'extension et l'approfondissement de ce travail. Le Parti doit s'efforcer de rechercher de nouveaux points d'appui qui permettront de pénétrer plus profondément dans les masses et de les organiser. Il doit étudier sérieusement et rejeter toute déviation dans l'application de la tactique du front unique qui, au lieu de nous rapprocher nous éloignerait des masses, ou nous conduirait à une liquidation politique du Parti. Il doit dégager sa ligne tactique de toutes les déviations créées par sa nervosité politique.

Au cours de l'année précédente, le Parti n'a pas toujours justement appliqué la tactique du front unique. La présentation de tous les mots d'ordre du Parti: fraternisation, etc..., comme condition indispensable de la réalisation du front unique avec les ouvriers réformistes, était une erreur qui entravait la réalisation du front unique; cette erreur a déjà été rectifiée par la Conférence du 2 décembre. Comme règle, le Parti doit lancer les mots d'ordre de front unique, susceptibles d'être compris par les couches les plus larges des masses travailleuses.

LES ERREURS TACTIQUES DU PARTI

Quelque imposante que fût la démonstration qui eut lieu à Paris lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, le Parti ne devait pas surestimer son importance et en conclure que l'ouvrier de Paris était prêt à l'insurrection. Cela ne pouvait que détourner l'attention du Parti du travail d'organisation et le livrer à une tactique subjective qui menaçait de rompre le contact entre le Parti et la classe ouvrière. D'autres erreurs non moins graves furent dans les premiers mois de 1925, la surestimation du danger fasciste, où la situation ne posait pas un conflit aigu entre les classes. Il était impossible de maintenir le Parti dans un état de tension prolongé, alors qu'il n'existait pas de situation immédiatement révolutionnaire. Le Parti aurait dû canaliser cet état d'esprit pour renforcer notre organisation. Ce fut encore une erreur du même genre que de lancer le mot d'ordre de tribunal révolutionnaire, sans qu'il n'y eut de situation révolutionnaire immédiate. De telles appréciations de la situation ne pouvaient mettre en mouvement les masses. La belle et courageuse campagne du Parti et de la C. G. T. U. contre les guerres du Maroc et de Syrie, la grève historique de 24 heures, ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française. Mais elle n'exclut nullement une critique saine de l'organisation et de la préparation de cette grève. Le Parti aurait dû non seulement rejeter et dénoncer de la façon la plus décisive le défaitisme contre-révolutionnaire de la droite vis-à-vis de la grève, mais faire aussi de la leçon de cette grève, l'objet d'une étude des plus sérieuses de la part de la masse du parti et des organisations syndicales. Dans la situation actuelle de la France, le Parti ne saurait se contenter d'un million de grévistes dans une grève de démonstration, alors que le prolétariat français compte 10 millions de travailleurs. Là encore, le Parti et la C. G. T. U. doivent rompre avec la vieille tradition qui les a habitués à considérer comme phénomène normal une grève générale qui ne met en mouvement qu'une faible minorité de la classe ouvrière. Le Parti peut et doit maintenant en France entraîner les plus larges masses de la classe ouvrière. Il faut qu'il le comprenne et s'en pénètre pour en prendre de plus en plus conscience. L'analyse de la dernière grève doit nous servir à faire sentir à la masse du Parti et des organisations syndicales, nos faiblesses. Nous devons leur faire comprendre qu'ils doivent être non seulement des agitateurs, mais avant tout des organisateurs de la classe ouvrière.

Le Parti a commis une erreur du même genre dans sa façon de mener ses diverses campagnes. Elles n'ont pas le caractère d'une action cohérente et systématique du Parti, concentrant pour une période déterminée l'attention de la classe laborieuse sur des revendications déterminées. Très souvent, le Parti éparpillait ses campagnes, les accumulant sans aucun plan pour les abandonner ensuite sans avoir obtenu les résultats positifs.

Le Comité Exécutif élargi constate avec pleine satisfaction que pendant la dernière période, le Parti a obtenu des succès importants dans le travail colonial et paysan, parmi les femmes et dans l'agitation contre les guerres coloniales.

La critique des fautes du Parti faite largement par l'Exécutif n'a pas comme but de diminuer l'importance de ses succès, mais au contraire de l'aider à tirer les enseignements des fautes du passé et à marcher résolument de l'avant.

La Conférence du 2 décembre organisée de la propre initiative du Parti donne un bel exemple d'auto-critique et de correction de ses fautes. Elle est un pas considérable dans le redressement de la tactique du front unique.

L'Exécutif élargi approuve entièrement les décisions de la Conférence et se solidarise avec la ligne politique qui y fut tracée. Il déclare que toute tentative de retourner à la tactique et à la politique d'avant le 2 décembre serait énergiquement condamnée par lui. Il invite la direction du Parti à poursuivre l'application des décisions de cette conférence à tous les échelons du parti et faire disparaître complètement les vestiges des anciennes méthodes de travail du Parti.

1° Pour déterminer sa ligne politique le Parti doit se baser sur l'aggravation et l'approfondissement de la crise actuelle financière et politique. Sans préjuger de l'heure de la révolution le Parti doit se poser comme tâche d'élargir dans les circonstances actuelles si favorables, son influence politique sur les masses, de consolider par des mesures d'organisation chacun de ses succès. Seule une telle politique permettra au Parti de se maintenir sur les positions conquises, même en cas de reflux révolutionnaire.

2° Dans la période à venir, le Parti doit poser avec force, particulièrement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, afin d'en faire non seulement un instrument de propagande, mais aussi un moyen de mobilisation révolutionnaire des masses. Le gouvernement ouvrier et paysan doit être opposé à toute forme de gouvernement de coalition, socialiste ou autre qui ne porte pas atteinte aux bases de la propriété privée et qui reste sur le terrain des rapports capitalistes. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, pour devenir un moyen de mobiliser les masses, ne doit pas être propagé comme un mot d'ordre abstrait, le parti doit lier son agitation pour ce mot d'ordre avec un programme de mesures révolutionnaires dépassant les cadres de la société capitaliste, mais liées à la situation objective, il doit souligner sans répit que seules les mesures de ce genre, réalisées par un gouvernement ouvrier et paysan peuvent arracher les masses laborieuses de l'impasse où la bourgeoisie française les a engagées avec l'aide des socialistes et des réformistes syndicaux.

3° Le Parti tenant compte de l'état transitoire de la crise politique actuelle ne doit pas renoncer aux revendications partielles qui, dépassant le cadre du régime capitaliste *peuvent devenir le point de départ d'un large mouvement de masse*, parce qu'elles apparaissent aux masses comme susceptibles de réalisation immédiate, comme par exemple les mots d'ordre suivants : a) extinction de la dette intérieure de l'Etat aux frais des banques et du gros capital; b) transfert du poids de tous les impôts sur les riches; c) mesures impitoyables contre la fuite des gros capitaux à l'étranger, etc... La plupart de ces mots d'ordre ne peuvent être contenus dans le programme des mesures révolutionnaires du gouvernement ouvrier et paysan. Ils lui enlèveraient son vrai contenu révolutionnaire. Bien qu'ils ne puissent être réalisés par aucun gouvernement bourgeois, ils apparaissent aux masses comme immédiatement réalisables et par conséquent sont capables de les mobiliser, de les entraîner et de leur faire comprendre la nécessité du gouvernement ouvrier et paysan et des mesures révolutionnaires plus radicales qui sont à son programme. En lançant de tels mots d'ordre, le Parti communiste ne doit donc jamais

se lasser de démontrer aux masses qu'aucun gouvernement capitaliste, même s'il est formé de social-démocrates, n'est capable de les réaliser.

4° *Le Parti doit en même temps lutter pour des revendications partielles, réalisables dans le régime capitaliste, égalité des droits civiques et politiques pour les ouvriers français et étrangers, défense du travail des femmes et des enfants, assurances ouvrières par l'Etat, etc...*

5° En même temps qu'il doit défendre activement les intérêts des masses paysannes et des couches laborieuses appauvries par l'inflation, le Parti doit concentrer son attention à la défense des revendications de la classe ouvrière. Avant tout, défense de la journée de huit heures et du salaire réel et défense des intérêts des ouvriers étrangers.

6° L'offensive de la réaction pose aussi la question de la lutte hâtive contre les ligues et associations fascistes qui, de plus en plus, constituent une menace réelle pour toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière. Le Parti et la C. G. T. U. doivent mener une campagne pour la dissolution de ces ligues en s'efforçant d'y faire participer la C. G. T. réformiste ainsi que les ouvriers socialistes. En plus, on doit mener une campagne énergique pour l'éclaircissement idéologique du Parti et des larges masses sur la question des méthodes et des formes de luttes prolétariennes en prévision d'un développement révolutionnaire.

7° L'offensive du capital sur le terrain économique aussi bien que sur le terrain politique exige de la part de la C. G. T. U. qu'elle pose avec netteté et fermeté la question de l'unité syndicale.

8° Les guerres du Maroc et de Syrie doivent être l'occasion pour le Parti de continuer son travail contre la guerre en intensifiant son travail antimilitariste. Il doit également profiter de l'ébranlement de l'impérialisme français pour développer largement son travail dans les colonies françaises, en particulier, dans celles du bassin méditerranéen. La nécessité d'intensifier et de perfectionner le travail colonial du Parti en France et dans les colonies implique la direction effective de la Commission coloniale par le Bureau politique et le contrôle de son activité par le Comité Central.

9° Dans la période actuelle, où la situation économique pousse les paysans à une plus grande activité politique, le Parti doit vouer une attention et un effort spéciaux au travail parmi les masses rurales.

Un semblable effort de propagande et d'organisation doit être poursuivi parmi les ouvriers étrangers et les femmes prolétariennes autant parmi celles engagées dans le processus de la production capitaliste que parmi les ménagères, particulièrement accessibles à notre action sur les questions de la vie chère, des impôts, etc. Le travail du Parti dans les coopératives et les organisations sportives doit aussi être intensifié.

10° Le Parti doit établir les revendications des petits sinistrés des régions dévastées par la guerre et lutter pour leur aboutissement, créer une organisation appropriée.

A L'INTÉRIEUR DU PARTI

Sur ce terrain, le Parti doit en premier lieu liquider les restes de la vieille lutte de groupements au sein de la direction en concentrant toute son attention sur le danger de la droite. Seul le changement de cours à l'intérieur du parti peut assurer le développement normal du Parti. Le

caractère du malaise actuel prouve que le Parti a dépassé la phase fractionnelle et sectaire de la direction par un seul groupe. Au moment d'une crise aussi sérieuse dans le pays, et qui lui impose des tâches formidables, le Parti ne doit pas rester plus longtemps dirigé par une fraction.

Toute tentative pour remettre la direction du Parti entre les mains d'un seul groupe se heurterait inévitablement à une réaction active de la part du Parti. La tâche du Groupe dirigeant du P. C. F. exige un élargissement de la base de la direction du Parti. Le groupe dirigeant doit devenir réellement un centre qui réunit toutes les forces actives des syndicats et des autres organisations, il doit également grouper autour de lui, sur la plate-forme tracée par le C. E. de l' I. C. toutes les forces du Parti contre les éléments de la droite qui désorganisent le Parti au moment de sa préparation à des combats imminents.

a) Réalisation de la démocratie à l'intérieur du Parti; redressement du centralisme exagéré de l'appareil du Parti; plus d'initiative aux organisations de base; liaison plus intime du centre avec elles; désignation d'un des secrétaires du C. C. pour le travail de liaison avec les organisations de province.

b) Discussion politique, sérieuse avec les Congrès, si au cours des mois prochains les événements permettent de larges débats et n'exigent pas du Parti la plus large concentration de ses forces en vue d'action politique de grande envergure.

c) Contrôle plus effectif de la part du C. C. du Parti — comme organe de véritable direction du Parti — sur le travail du Bureau politique.

d) Etablissement de relations normales à tous les échelons du Parti avec les militants des organisations syndicales sur la base de la collaboration la plus étroite et les directives fondamentales fixées par le Parti.

e) Une direction politique plus systématique du Parti sur le travail des jeunesses et une attention particulière aux besoins spéciaux de l'organisation des jeunes.

f) Direction effective du groupe parlementaire et une plus grande attention de la part du C. C. sur le travail politique des députés.

g) Plus d'activité aux organisations de base du Parti.

h) Attacher une grande importance à l'organisation et à la direction de l'ensemble de la presse du Parti et, en premier lieu, doter si possible les grandes régions industrielles d'organes régionaux répondant aux nécessités de la lutte pour la conquête des masses.



de discussion au sein du Parti sur toutes les questions (à l'exception des moments d'action immédiate lorsque la question est déjà résolue) *plus* l'initiative véritable des membres du rang.

RÉSOLUTION

SUR LES QUESTIONS D'ORGANISATION

INTRODUCTION

La force du Parti communiste réside dans une juste politique, dans la bonne structure de son organisation, dans sa cohésion intérieure, dans sa discipline, dans sa lutte contre toutes déviations se manifestant dans ses rangs.

L'organisation du Parti ne peut remplir sa fonction si la politique du Parti n'est pas communiste; mais une politique juste n'est pas réalisable sans une bonne organisation.

L'organisation du Parti doit être souple et doit pouvoir s'adapter rapidement aux conditions de la lutte révolutionnaire.

Les organes dirigeants doivent être en contact constant avec les adhérents, leur répartir le travail, leur donner des directives, les contrôler, etc..., les attirer ainsi à un travail régulier et actif dans le Parti. Grâce à cette liaison l'organisation du Parti est informée directement par ses membres de la situation et de l'état d'esprit des masses parmi lesquelles ceux-ci travaillent.

I. — Le centralisme démocratique et la discipline du Parti

La discipline est une condition essentielle pour l'existence du Parti et le succès de sa lutte.

Il doit être mené parmi les membres du Parti une longue campagne idéologique en faveur d'une discipline rigoureuse fondée sur la pleine compréhension de nos adhérents.

La discipline est indispensable pour créer une forme d'organisation centralisée et souple. Le Parti doit posséder un appareil capable de diriger le prolétariat dans ses luttes politiques et économiques et d'encadrer les éléments actifs et conscients de la classe ouvrière en assurant l'influence du Parti sur les *plus larges masses*.

L'organisation du Parti est basée sur le centralisme démocratique. Mais le Parti ne considère pas la démocratie dans son sein comme un principe absolu: l'application du centralisme démocratique est subordonnée aux exigences de la lutte pour la dictature du prolétariat.

Le Parti communiste est le parti vivant et mobile de l'action; c'est pourquoi des divergences sont possibles dans la discussion des questions de programme et de tactique, il peut se former une majorité et des minorités sur ces questions. Dans ce cas, les minorités doivent s'incliner et exécuter consciencieusement toutes les décisions tant que celles-ci n'ont pas été abolies par un organe supérieur du Parti.

Ainsi, le centralisme démocratique n'est pas la discipline seulement, c'est la discipline *plus* l'éligibilité des organes dirigeants, *plus* la liberté

II. — Les cellules

a) La création et le travail des cellules d'entreprises ont amélioré la composition sociale du Parti et ont élevé l'activité générale de ses membres. Grâce à l'action quotidienne des cellules d'entreprises, notre Parti étend constamment son influence sur les masses ouvrières. Les cellules d'entreprises ont rendu possible une application féconde de la tactique du front unique.

Le Parti s'est rapproché des ouvriers socialistes beaucoup mieux qu'il ne le faisait avec les anciennes sections.

b) *Les résultats positifs obtenus ne sauraient nous dispenser d'un examen attentif des difficultés réelles rencontrées* (faiblesse numérique de nos effectifs, composition sociale du Parti défectueuse, répression patronale intensifiée dans les grosses usines d'où concentration des communistes dans les petites et moyennes entreprises, etc...) *et aussi des fautes commises* (mécanisme dans la réorganisation, rattachement inconsidéré des isolés aux cellules d'entreprises, manque de direction dans les cellules, attention insuffisante des organes intermédiaires pour le travail des organes inférieurs et des cellules en particulier).

c) Il est nécessaire de procéder en premier lieu à une révision de la structure de nos cellules et de la répartition des membres du Parti dans celles-ci (conformément à la résolution particulière sur la structure et le fonctionnement des cellules d'entreprises et de rues).

Il y a lieu de créer des cellules de rues partout où elles sont nécessaires. Il faut enlever aux cellules d'entreprises le trop grand nombre de membres rattachés. Ceux qui ne travaillent pas dans les entreprises doivent être versés dans les cellules de rues. D'autre part, il faut faire passer dans les cellules d'entreprises tous les membres du Parti ne devant pas appartenir aux cellules de rues (ouvriers du bâtiment, des transports, chômeurs, etc...).

Il faut éviter la création de cellules de rues trop grandes comprenant les camarades d'un rayon ou d'un sous-rayon pour ne pas, en fait, reconstituer l'ancienne section.

Le Comité de rayon ou de sous-rayon peut, lorsqu'il le juge nécessaire pour leur développement, affecter soit aux cellules d'entreprises, soit aux cellules de rues, les camarades susceptibles de jouer le rôle d'animateur quelle que soit leur position sociale.

d) Il est important d'augmenter la force de nos cellules d'entreprises et d'améliorer la composition sociale du Parti en recrutant de nombreux ouvriers d'usines. *La conquête des grosses usines doit être entreprise systématiquement dans tout le pays et suivant un plan établi par le rayon en accord avec la région.*

e) Pour intensifier l'activité politique des cellules, une attention particulière doit être portée au contenu et aux méthodes de leur travail. Les comités de rayon ou de sous-rayon doivent préparer les matériaux et élaborer des directives permettant aux membres des cellules de participer activement à la discussion et au vote sur tous les problèmes posés devant le Parti.

Les cellules doivent discuter davantage sur les revendications propres aux entreprises et relier leur action quotidienne aux directives générales et aux mots d'ordre du Parti. Les directives de la cellule doivent être largement propagées parmi les ouvriers sympathisants et inorganisés qui doivent être par tous les moyens possibles, amenés à collaborer au travail de la cellule à l'intérieur de l'usine.

f) L'une des faiblesses les plus importantes dans le travail des cellules, c'est l'absence ou l'inactivité du Bureau de cellule.

Toute cellule de plus de 10 membres doit constituer un Bureau de cellule formé par la sélection systématique des camarades les plus actifs, les plus expérimentés. Le Bureau assure la direction politique de la cellule et répartit le travail entre tous ses adhérents.

g) Le journal d'entreprise qui jouit d'une grande popularité chez les ouvriers a prouvé qu'il était un instrument puissant entre les mains du Parti pour la liaison avec les masses et la propagation de nos mots d'ordre parmi elles.

Sa diffusion est encore trop restreinte, c'est pourquoi chaque cellule d'entreprise doit s'efforcer de publier régulièrement son journal d'usine en améliorant sa présentation, sa forme, son caractère et son contenu.

Les comités de rayon et de sous-rayon doivent aider à la publication des journaux d'entreprises et veiller à leur parution régulière, notamment dans les grosses entreprises.

III. — Le Rayon. Le Sous-Rayon. La Région

Le rayon est l'organisme intermédiaire le plus important. La réorganisation de notre Parti a amené la création de deux types de rayons :

1° Le rayon de ville : (PARIS, BORDEAUX, MARSEILLE);

2° Le rayon de province dont l'étendue varie considérablement, suivant qu'il s'agit d'un centre industriel ou d'une région agricole : (canton, arrondissement et même département).

Mais le but à atteindre c'est de faire correspondre l'organisation du Parti aux divisions administratives de l'Etat bourgeois.

Le Comité de rayon élu par la Conférence des délégués des cellules dirige toute l'activité du Parti sur son territoire.

La faiblesse de l'appareil des comités de rayon encore dépourvu de secrétaire permanent et l'étendue des rayons ne permettent pas de relier fortement les cellules entre elles et de diriger leur travail. Il est donc nécessaire de procéder à la création des sous-rayons par quartier pour les grandes villes et de comités par localité.

Le comité de sous-rayon, sous le contrôle du comité de rayon, coordonne l'activité de toutes les cellules de son ressort. Il dirige tout le travail du Parti en l'adaptant aux situations locales. Il crée des fractions dans les organisations à base territoriale (syndicats, coopératives, locataires, A.R.A.C., S.R.I., S.O.I.). Il mène les campagnes du Parti sur le plan local (élections, lutte contre la vie chère, groupement des ménagères, des artisans, des commerçants, etc...). Pour accomplir toutes ces tâches le sous-rayon convoque, chaque fois qu'il est nécessaire tous les membres du Parti habitant sur son territoire.

Dans les limites fixées par le Comité central, plusieurs départements sont constitués en régions en tenant compte des divisions administratives.

La Conférence régionale prend position sur toutes les questions du Parti. Elle reçoit les rapports du Comité central et du Comité régional. Elle désigne les délégués au Congrès national et élit le Comité régional.

Le Comité régional élu par la conférence des délégués de rayons, dirige toute l'activité du Parti dans l'étendue de son ressort.

IV. — La structure de l'appareil

a) L'amélioration de la structure et de l'appareil du Parti qui, de la base au sommet, fonctionne d'une façon encore imparfaite est une de nos tâches des plus importantes. Il faut avant tout *une direction unique* évitant la séparation artificielle entre le travail d'organisation et le travail politique.

b) Les comités de région, de rayon et de sous-rayon ne doivent plus nommer un *secrétaire politique* et un *secrétaire d'organisation* aux attributions complètement distinctes et qui s'ignorent très souvent. Les organes dirigeants aux divers échelons doivent désigner un *secrétaire responsable* de tout le travail et mettre à la tête de chaque section importante (organisation syndicale, agit-prop, féminine) un militant responsable vis-à-vis du comité par l'intermédiaire du secrétaire. *Il faut rompre avec la méthode des commissions innombrables* existant surtout sur le papier et n'accomplissant aucun travail effectif. C'est à l'aide des sections que les comités du Parti pourront appliquer utilement les décisions prises.

c) Le perfectionnement de l'appareil des comités de rayons et de sous-rayons a une grande importance pour le renforcement et le développement des cellules. Les rayons les plus importants doivent être pourvus sans délai de *secrétaires permanents* rétribués. C'est aux comités de rayon, conseillés et aidés par les comités régionaux qu'il appartient de trouver des ressources pour la rétribution de leur secrétaire appointé.

De même chaque comité régional doit avoir au moins un secrétaire responsable permanent. Les grandes régions doivent posséder un appareil régional composé de plusieurs militants permanents : le secrétaire, le chef de l'organisation, le chef de l'agit-prop, chargés exclusivement du travail du Parti et rétribués à cet effet.

d) Les comités du Parti, par leur section d'organisation, doivent préparer une étude systématique de la composition sociale du Parti et du développement de ses cadres. Ils doivent organiser un enregistrement méthodique des militants du Parti pour leur sélection et leur répartition aux sections dirigeantes dans les diverses branches d'activité.

V. — Les fractions communistes

Pour renforcer son influence sur les larges masses ouvrières et paysannes, pour réaliser sa politique dans toutes les organisations extérieures (particulièrement dans les syndicats et les coopératives) pour instituer le contrôle de l'activité de chacun de ses membres dans ses organisations, le Parti constitue des fractions communistes.

L'organisation des fractions communistes doit être basée sur les principes suivants : (en prenant pour exemple les fractions communistes dans les syndicats).

a) Le communiste membre du Parti est un communiste responsable devant son parti et vis-à-vis du prolétariat partout où il se trouve. Le communiste ne peut avoir deux conceptions selon qu'il se trouve dans sa cellule ou dans son syndicat. Il a le devoir de travailler sans cesse à étendre l'influence du Parti.

b) Pour assurer une ligne juste et une attitude communiste de tous les communistes membres d'un syndicat, ils doivent être réunis en fraction. La fraction est constituée même quand les communistes forment la majorité dans le syndicat; le travail de direction de l'organisation syndicale n'exige pas moins d'unité et de méthode que la lutte oppositionnelle d'une minorité.

c) Les fractions sont constituées de la base au sommet sans aucune exception. Elles sont donc créées également dans les organes élus des syndicats, unions, fédérations, comprenant des communistes. Ces fractions peuvent être complétées, renforcées par des militants désignés par le comité correspondant responsable du Parti.

d) Les fractions ne décident pas de la politique générale du Parti, elles ne sont pas des organismes ayant pouvoir délibératif comme nos cellules. Le principe essentiel, c'est que le travail du Parti dans les syndicats doit être assuré par ceux qui militent effectivement dans les syndicats, qui connaissent le mouvement syndical. Les décisions étant prises par les organismes responsables du Parti, il doit être laissé à la fraction une large initiative pour l'application de ces décisions, pour leur adaptation aux particularités locales et corporatives.

e) Sous le contrôle des comités du Parti; une liaison efficace doit être établie entre les fractions des différents échelons d'une même organisation. A côté des directives générales du Parti transmises par l'organisme correspondant du Parti, la fraction reçoit les directives particulières portant sur le travail pratique de la fraction de l'organisme syndical immédiatement supérieur. Cette méthode permet un travail uniforme des communistes membres d'une même union, d'une même fédération. Elle permet surtout une direction effective et un contrôle efficace de la part des comités responsables du Parti, qui laissent l'exécution du travail à la charge des fractions intéressées dont les membres sont mieux placés pour résoudre les problèmes propres à leur organisation.

VI. — Rapports avec les Jeunesses

a) Une liaison effective doit être établie d'une façon permanente entre les organisations du Parti et les organisations des Jeunesses communistes de la base au sommet, par la représentation réciproque des organisations et organismes divers.

b) Une direction politique plus systématique du Parti sur le travail des jeunes et une plus grande attention aux besoins spéciaux de l'organisation des jeunes sont nécessaires.

c) Il faut réaliser le mot d'ordre : « créons une cellule de jeunes à côté de chaque cellule d'adultes ».

d) En même temps que la participation des représentants du Parti aux réunions et conférences de la Jeunesse, nous devons obtenir la participation des jeunes à toutes les assemblées ou conférences et à toutes les campagnes du Parti.

VII. — Tâches particulières

a) Le parti doit se préoccuper du nombre considérable de femmes travaillant dans les usines, ateliers, magasins, etc. Les femmes travailleuses constituent un pourcentage insignifiant dans les effectifs du Parti; de même, elles sont syndiquées en petit nombre. Les cellules et les comités du Parti doivent rechercher les méthodes d'organisation permettant de recruter et d'entraîner les larges masses de femmes travailleuses (amies de l'Ouvrière, etc...).

b) La tâche la plus urgente c'est l'organisation des trois millions de travailleurs immigrés et l'extension parmi ces ouvriers étrangers de l'influence de notre Parti. Le travail parmi les étrangers exige des méthodes spéciales et par conséquent la création de sections de M. O. E. auprès des comités du Parti qui comptent un grand nombre de travailleurs étrangers dans leur ressort. Le travail fondamental de ces sections doit être le travail parmi les ouvriers immigrés inorganisés. Les immigrés communistes ne forment pas de groupes séparés; s'ils sont membres de nos cellules et sont sujets aux mêmes droits et aux mêmes obligations que les autres membres du Parti. Pour leur utilisation parmi leurs compatriotes, les immigrés peuvent être réunis en groupes de travail sous la direction des sections de M. O. E. des comités du Parti.



DÉLIMITATION DES RÉGIONS adoptée par le Congrès de Lille

1° *Région parisienne.* — Seine, Seine-et-Oise, Oise, Seine-et-Marne. Sièges : PARIS. Adopté.

2° *Région du Nord.* — Pas-de-Calais, Nord, Somme. Sièges : LILLE. Adopté.

3° *Région du Nord-Est.* — Aisne, Marne, Ardennes. Sièges : REIMS. Adopté sans observation, sauf pour le rayon d'Anglure. Question à régler avec la région intéressée.

4° *Région Troyenne.* — Aube, Haute-Marne, Yonne, Côte-d'Or. Sièges : TROYES. Adopté.

5° *Région Orléanaise.* — Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher. Sièges : ORLÉANS. Adopté.

6° *Région de la Basse-Seine.* — Seine-Inférieure, Eure. Sièges : ROUEN. Adopté.

7° *Région de l'Est.* — Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges. Sièges : NANCY. Adopté.

8° *Région d'Alsace-Lorraine.* — Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin. Sièges : STRASBOURG. Adopté.

9° *Région du Centre-Est.* — Territoire de Belfort, Haute-Saône, Jura. Sièges : BESANÇON. Adopté.

10° *Région Lyonnaise.* — Saône-et-Loire, Ain, Rhône, Loire, Haute-Loire, moins l'arrondissement de Brioude; plus les arrondissements de La Tour du Pin (Isère) et de Vienne (Isère) et l'arrondissement de Tournan (Ardèche). Les régions intéressées devront étudier le rattachement complet de l'Ardèche à la région Lyonnaise. Adopté sans observation, sauf pour le rayon de Saint-Claude (Jura) qui devra être rattaché le plus rapidement possible à la région du Centre-Est.

11° *Région du Centre.* — Cher, Nièvre, Allier, Indre. Sièges : BOURGES. Adopté.

12° *Région Tourangelle.* — Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Sarthe, Vienne. Sièges : TOURS. Adopté.

13° *Région Normande.* — Orne, Calvados, Manche. Sièges : CAEN. Adopté.

14° *Région Rennaise.* — Ille-et-Vilaine, Mayenne. Sièges : RENNES. Adopté.

15° *Région Bretonne.* — Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan. Sièges : BREST. Adopté.

16° *Région de l'Atlantique.* — Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, moins les arrondissements de Niort et de Melle rattachés à la région charentaise. Adopté.

17° *Région Bordelaise.* — Gironde, Lot-et-Garonne, Gers. Sièges : BORDEAUX. Une longue discussion sur les régions bordelaises, agenaises s'engage où l'on décida les transformations importantes au projet présenté; notamment la création d'une région composée des Deux-Charentes et d'une partie des Deux-Sèvres et la suppression de la région agenaise dont deux départements : le Lot-et-Garonne et le Gers seront rattachés à la Gironde et constitueront la région bordelaise. Adopté.

18° *Région Limousine.* — Haute-Vienne, Dordogne, Creuse et Corrèze. Sièges : LIMOGES. Adopté.

19° *Région Charentaise.* — Charente et Charente-Inférieure, arrondissements de Niort et de Melle. Adopté.

20° *Régions des Alpes.* — Isère, moins l'arrondissement de Vienne et de la Tour du Pin, Savoie, Haute-Savoie, Hautes-Alpes, Drôme, sauf l'arrondissement de Montbéliard et de Nyons. Sièges : GRENOBLE. Adopté.

21° *Région de l'Auvergne.* — Cantal, Puy-de-Dôme, arrondissement de Brioude (Haute-Loire), Lozère, moins l'arrondissement de Florac. Sièges : CLERMONT-FERRAND. Adopté.

22° *Région Méditerranéenne.* — Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Vaucluse, Basses-Alpes, arrondissements de Montélimar et de Nyons, Corse. Sièges : MARSEILLE. Le Gard sera rattaché le plus rapidement possible à la région du Languedoc étant entendu que cette mesure ne sera ni mécanique, ni brusquée et que ce n'est qu'après une étude approfondie des conditions locales et régionales et une campagne idéologique auprès des adhérents qu'elle entrera en application. La région Niçoise sera également fusionnée le plus tôt possible avec la région de Marseille. Cela sans attendre le rattachement du Gard au Languedoc. Adopté.

23° *Région du Languedoc.* — Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, arrondissement de Florac (Lozère), sud de l'Ardèche, arrondissements de Privas et de l'Argentière. Sièges : BÉZIERS. Adopté.

24° *Région de la Garonne.* — Ariège, Haute-Garonne, Tarn, Aveyron, Tarn-et-Garonne. Sièges : TOULOUSE. Adopté.

25° *Région des Pyrénées.* — Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes. Sièges : LE BOUCAU. Adopté.



Résolution sur la situation politique et les tâches du Parti de la Conférence de la région d'Alsace-Lorraine

Le 2^e Congrès de la région alsacienne-lorraine se place sur le terrain des thèses du Comité Central concernant la situation politique et les tâches du Parti.

Il se déclare complètement solidaire dans son attitude vis-à-vis de la tendance de droite.

Mais le Congrès croit cependant devoir compléter sur deux points les thèses du Comité Central :

2° Dans la question financière;

2° Dans la question des transformations sociales de la France.

La crise financière

1° Il est nécessaire de souligner que l'industrie d'exportation est intéressée à une inflation lente et systématique, tandis qu'une inflation rapide serait une catastrophe pour l'industrie pratiquant l'importation. L'inflation lente est soutenue d'une façon continue par l'industrie exportatrice.

a) Par la politique d'exportation inflationniste qui a provoqué au cours du premier trimestre de l'année 1926 un bilan passif du commerce extérieur malgré une augmentation des exportations.

b) Au moyen des opérations de crédit commercial qui permettent d'acheter une certaine quantité de devises sur le marché intérieur en vue de couvrir une certaine quantité de marchandises d'importation et d'affaiblir les francs-papier, tandis qu'ensuite le crédit en franc-papier peut être remboursé à la suite de la chute du franc avec une partie des devises achetées.

Les opérations provoquent un plus grand enrichissement des riches et une tendance rapide au pauperisme.

c) La politique commerciale est ainsi rapprochée à la crise financière. Il faut souligner que la politique inflationniste d'exportation de la grosse industrie est en contradiction violente avec les intérêts de l'industrie anglo-américaine concurrente. Il faut d'autant plus le souligner que le peuple français est menacé, après le peuple allemand, de se voir imposer un plan Dawes.

d) Si l'Allemagne, puis la France, et d'une façon générale toute l'Europe ruinée par la guerre, sont menacées par la domination du dollar, le Parti communiste doit examiner et exposer d'une façon populaire et plus concrète la question du bloc économique européen en rapport avec le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Les transformations sociales

Les thèses du Comité Central n'examinent pas d'une façon suffisante la situation de la paysannerie et n'expliquent pas pourquoi il n'existe aucune crise visible dans l'agriculture quoiqu'on puisse constater, depuis longtemps déjà, l'existence des « ciseaux ». Quoique le gouvernement ne donne pas ou fausse les statistiques économiques que l'on peut tirer des recensements et ne les publie pas pendant des années, on peut cependant constater ce qui suit :

1° Les exportations de produits agricoles sont favorisées comme les exportations de produits industriels par l'inflation (fruits, légumes, beurre, œufs).

2° Les 12 millions de salariés de l'industrie, constituent encore malgré le bas niveau des salaires, un marché intérieur important, du fait que les ouvriers d'industrie consacrent actuellement presque tous leurs salaires pour l'achat de denrées alimentaires.

Ce marché intérieur et extérieur n'existait pas dans cette mesure avant la guerre.

3° Il est clair que l'inflation ruine les petits paysans, mais il est également clair qu'une stabilisation ou la création d'une monnaie-or aurait pour résultat de réduire les exportations et de paralyser considérablement le marché intérieur, par suite du chômage.

4° La non-publication des statistiques économiques rend plus difficile le calcul de la rapidité avec laquelle se poursuit l'appauvrissement de la population rurale. Mais on peut cependant observer ce qui suit :

a) La situation des petits paysans dans la périphérie des centres industriels est relativement bonne parce qu'ils peuvent vendre leurs produits, la plupart du temps sans intermédiaires, directement au consommateur, à savoir au prolétariat industriel.

b) Les petits paysans, qui ne disposent d'aucun débouché, sentent déjà la crise des « ciseaux ». Ils sont victimes de la commercialisation et électrification.

c) Le régime du sol joue déjà un grand rôle. C'est ainsi que dans certains territoires de la Lorraine, où les difficultés du terrain exigent jusqu'à six chevaux par charrue, on peut constater que les petites exploitations ne peuvent plus couvrir leurs frais, que les paysans abandonnent la terre, qui ne les nourrit plus et vont dans l'industrie, tandis que la terre est achetée par les grands propriétaires fonciers et que les maisons vides ne trouvent pas d'acheteurs.

A l'époque où le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan prend des formes plus nettes, le congrès régional d'Alsace-Lorraine considère au plus haut point nécessaire que le Parti communiste français consacre toute son attention à l'économie agricole et à la propagande parmi les paysans.



PROJET DE THÈSE SYNDICALE

Le Congrès du Parti va se tenir; nous devons donc étudier et analyser très sérieusement ce qui a été réalisé, voir quelles furent et quelles sont nos faiblesses.

Nous devons également rechercher les meilleurs moyens pour réaliser toutes les tâches qui s'imposent actuellement. Tel est l'objet de la présente thèse.

La concentration du capital

La structure économique du pays est bien différente de celle d'avant-guerre. L'agriculture, la petite et la moyenne industrie et le petit commerce occupaient une place importante; aujourd'hui, c'est le type du grand capitalisme qui représente le phénomène dominant dans l'économie nationale.

Les entreprises moyennes de l'industrie de transformation ont cédé la place aux entreprises gigantesques produisant principalement les instruments de production.

L'état de notre mouvement syndical

En face d'un patronat aussi judicieusement organisé, d'une telle concentration industrielle, en face d'un patronat possédant une nette conscience de classe, quelles sont nos forces ?

Un peu plus d'un million de syndiqués, soit à peine 8 p. 100 de syndiqués. Un mouvement syndical coupé en deux centrales principales. Une C. G. T. composée de fédérations d'industries dispersées où domine l'esprit corporatif. Sa collaboration permanente avec le gouvernement lui enlève toute combativité.

Une C. G. T. U. combative, certes, mais dont la structure restée à peu près telle qu'il y a 15 ans, ne correspond plus aux besoins actuels du recrutement. Le vieux préjugé traditionnel des « minorités agissantes » encore vivant dans certains esprits, le manque de travail syndical empêchent que nous réalisions un mouvement syndical de masses et que l'agitation chaotique soit remplacée par une organisation méthodique. Des syndicats sur la base locale qui n'ont pas de racine dans l'entreprise et dans lesquels les ouvriers ne font que passer sans être retenus, ne peuvent vivre parce que leurs faibles effectifs ne leur permettent pas d'avoir un appareil correspondant.

Il faut reconnaître franchement toutes ces faiblesses pour avoir la volonté d'y remédier. « 75 p. 100 de nos forces au travail syndical » avait été un des mots d'ordre du 5^e Congrès; nous l'avons en partie oublié.

De plus, une certaine mécanisation a présidé à l'établissement des rapports du Parti et des syndicats. Des décisions ont été prises sans qu'il soit tenu suffisamment compte des particularités et des traditions du mouvement syndical français d'où quelques malentendus. La direction unique du mouvement ouvrier a été réalisée à la tête, mais une collaboration intime ne s'est pas établie à tous les échelons.

L'analyse des forces en présence dans la bataille des classes nous montre clairement qu'une des tâches les plus urgentes à remplir, c'est la construction d'un syndicalisme, à gros effectifs, bien enraciné dans la masse des 14 millions de salariés, centralisé dans sa direction et souple dans ses rouages. C'est par une compréhension exacte des caractères du mouvement syndical et par un travail sérieux, suivi et opiniâtre que les communistes pourront diriger ce mouvement dans la voie révolutionnaire. Ils devront tous travailler dans son sein, disciplinés dans leurs fractions aux décisions du Parti, toujours au premier rang, s'efforçant de gagner la confiance de tous les ouvriers organisés et inorganisés par l'exemple de leur travail et par les solutions justes qu'ils apportent.

Nos tâches: Recrutement d'un syndicalisme de masse

Ce n'est pas un objectif lointain, mais immédiat. Il faut tout de suite attirer les ouvriers au syndicat et trouver les moyens pour les y retenir.

1° Les organismes du Parti doivent aider la C. G. T. U. dans toute son activité et notamment dans ses campagnes de recrutement qu'elle peut entreprendre régionalement ou par industrie. Ces campagnes devront être conduites avec méthode et en profondeur. Finie l'agitation en surface qui ne laisse pas de traces solides d'organisation.

2° Il faut consacrer une attention spéciale à l'organisation des ouvriers qui peuvent jouer un rôle décisif dans la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir (mines, métallurgie, transports, produits chimiques, gaz et électricité, marine marchande, etc...) C'est avant tout à la constitution de gros syndicats mineurs, de travailleurs des industries chimiques, de marins, de dockers, de cheminots que nous devons nous atteler. Il faut que nous ayons de très larges assises syndicales dans les régions « industrielles » du pays Nord-Est, région parisienne, principaux ports où sont groupées les masses prolétariennes. Concentrons nos efforts sur ces industries et sur ces régions.

3° Il faut également accorder une attention particulière à l'organisation de la main-d'œuvre étrangère immigrée en France. Ces trois millions de travailleurs, si nous ne savons pas les amener dans nos syndicats, peuvent être une arme formidable entre les mains du patronat et du fascisme qui cherchent à les opposer aux travailleurs français. Il faut extirper tout sentiment nationaliste dans les rangs ouvriers. Lutter pour le droit syndical total pour les immigrés, y compris leur participation à la gestion syndicale.

4° Le recrutement parmi les coloniaux, les femmes et les jeunes ouvriers odieusement exploités et dont le nombre grandit sans cesse, est également une tâche indispensable.

5° Il faudra également soutenir la C. G. T. U. et travailler au sein de tous les syndicats pour la refonte de la structure confédérale déjà commencée sur la base du projet adopté par le dernier C. C. N. Il faut surtout montrer la nécessité d'aller chercher les ouvriers sur leur lieu de travail en créant des sections syndicales d'entreprises et de constituer de forts syndicats régionaux d'industrie, capables d'une vie intense. Il faut tendre à éliminer les restes de fédéralisme qui persistent encore dans les statuts syndicaux.

6° Pour augmenter la puissance combative de la C. G. T. U. il faut développer une large agitation pour la constitution de grandes fédérations d'industries centralisées. Les possibilités de fusion ou de resserrement des fédérations actuelles doivent être soigneusement étudiées (cheminots, transports en commun, ports et docks, marine marchande, par exemple : travailleurs de l'Etat, services publics, etc.).

7° La question du recrutement syndical doit être liée à l'étude et à la défense des revendications immédiates et particulières des travailleurs de la région ou de l'industrie. Nos commissions doivent étudier et proposer les meilleurs programmes d'action susceptibles d'entraîner les masses ouvrières.

8° Les travailleurs quittent trop facilement les syndicats après un mouvement auquel ils ont participé. Il faut rechercher les moyens de les y retenir.

Sans négliger les grandes questions politiques, il faut étudier toutes les revendications immédiates, partielles, mêmes limitées à une usine.

Les organisations syndicales doivent mettre à l'étude la question des caisses de grèves et de chômage, etc... selon un programme d'ordre général étudié au préalable par la C. G. T. U.

9° Les communistes s'efforceront de faire adopter la création, au sein des syndicats, de clubs d'éducation, de bibliothèques, de cercles d'étude pour les ouvriers.

10° Ils doivent veiller à ce que les organisations de la métropole établissent une liaison solide avec les mouvements professionnels des colonies, les aident à se développer et à se libérer de toute suggestion à la politique impérialiste de la bureaucratie syndicale réformiste.

11° Les syndicats devront arriver à maintenir un contact étroit avec leurs membres se trouvant à l'armée et dans la marine (création de caisses spéciales, sou du soldat, afin de favoriser le travail antimilitariste).

12° La forme la plus pratique pour établir une liaison dans les entreprises entre les communistes, les syndiqués et les non-organisés est la constitution de comités d'unité prolétarienne ou d'autres comités qui ne peuvent que renforcer le mouvement syndical et qui sont une étape vers la constitution des comités d'usines. Les C. U. P. doivent prendre une part active dans la lutte économique en accord avec les syndicats. Ils sont la première étape vers le regroupement des travailleurs.

13° Une attention spéciale doit être accordée à l'examen et à la défense des revendications des femmes travailleuses. Un recrutement intense est nécessaire parmi les femmes sur la plate-forme du programme de la main-d'œuvre féminine. Il faut obtenir une plus grande participation des femmes et des jeunes à la vie syndicale, les faire entrer dans des conseils syndicaux, etc...

L'unité syndicale

Quelles que soient les difficultés rencontrées dans la situation économique présente, la lutte pour l'unité syndicale totale doit être continuée vigoureusement.

1° Les communistes membres des syndicats réformistes ou autonomes se consacreront à la création, au sein de ces organisations, d'une large base d'opposition à la politique petite-bourgeoise, confusionniste

ou « syndicaliste pur » des dirigeants. Ils y pousseront les organisations dans lesquelles ils militent à la formation des comités mixtes ou comités d'entente avec les organisations parallèles.

2° La campagne pour l'unité doit être menée sur la base des revendications immédiates communes à tous les ouvriers.

3° Le front unique est la meilleure tactique pour amener les masses à se convaincre de la nécessité de l'unité. Elle doit être employée d'une façon persévérante de façon à entraîner les masses à se convaincre de la nécessité de l'unité. Elle doit être employée d'une façon persévérante pour entraîner les plus larges masses dans l'action malgré l'opposition des chefs social-démocrates.

4° En menant notre campagne pour l'unité, nous devons montrer clairement par des faits que les chefs social-démocrates qui s'opposent à l'unité ouvrière font pratiquement l'unité avec la bourgeoisie. C'est dans la lutte acharnée contre le régime bourgeois que l'unité syndicale peut se faire.

Les sections syndicales régionales, de rayon ou de sous-rayon fonctionnent sous la responsabilité des membres des comités du Parti correspondants. La section syndicale centrale détermine les méthodes d'application de la ligne politique du Comité central. Ces décisions sont applicables par toutes les sections et fractions.

5° Tout en œuvrant pour le renforcement du mouvement de gauche dans la C. G. T., les communistes doivent poursuivre sans répit le renforcement de la C. G. T. U. La C. G. T. U., en accroissant sans cesse ses effectifs, étend son influence au sein des masses organisées et inorganisées et donne un point d'appui à l'aile gauche réformiste.

Les communistes doivent travailler sans relâche pour l'unité syndicale, sinon ils abandonneraient à l'appareil syndical réformiste, une fraction de la classe ouvrière qu'ils doivent avoir à leurs côtés dans tous les combats contre le capitalisme. La réalisation de l'unité est enfin un des meilleurs moyens de vaincre la résistance des larges masses ouvrières inéduquées politiquement à l'organisation syndicale.

Sections syndicales. Leur rôle

Pour réaliser toutes ces tâches essentielles, il est urgent que le Parti constitue, d'une façon définitive, son réseau de sections et de fractions syndicales.

Les sections syndicales régionales, de rayon ou de sous rayon fonctionnent sous la responsabilité des membres des comités du Parti correspondants. La section syndicale centrale détermine les méthodes d'application de la ligne politique centrale. Ces décisions sont applicables par toutes les sections et fractions.

Les sections syndicales examinent tous les problèmes d'ordre syndical qui se posent devant le parti et les syndicats, les font étudier et discuter au sein des fractions, préparent tous les matériaux nécessaires à ces études, coordonnent et contrôlent l'action des fractions communistes.

Les fractions exécutent les décisions des organismes responsables du Parti en les adaptant à leur situation particulière locale ou corporative.

Conclusions

Le rôle des communistes est, en résumé :

a) Conquérir de plus en plus la confiance des ouvriers organisés et non-organisés par un bon travail syndical de défense des intérêts ouvriers immédiats, de manière à ce que les ouvriers leur fassent confiance et les placent à la tête des syndicats;

b) Etablir une liaison entre le Parti et la masse des ouvriers unitaires, confédérés et sans-parti pour les entraîner à la lutte de classe et aux batailles révolutionnaires;

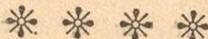
c) Amener les larges masses à l'organisation syndicale en donnant à celle-ci une structure appropriée au développement du capitalisme et à ses tâches propres afin de renforcer la C. G. T. U. et de constituer un véritable syndicalisme de masse;

d) Travailler au rétablissement de l'unité syndicale tout en ruinant l'influence des leaders réformistes et en gagnant les travailleurs à nos conceptions, lutte de classe;

e) Faire adhérer au Parti le plus grand nombre possible d'ouvriers sympathisants que nous aurons su convaincre par notre activité à l'avant-garde du prolétariat et par la justesse de nos solutions.

Enfin, le Parti attire l'attention de tous ses organes et de tous ses membres sur l'importance exceptionnelle du travail syndical. Toute hésitation dans cette tâche primordiale doit être combattue.

La création de syndicats de masse puissants, unis, sous l'influence du Parti est la condition indispensable de la préparation, de la prise du pouvoir. La reconstruction économique au lendemain de la révolution est impossible sans leur existence. C'est pourquoi tous les membres de notre Parti seront les militants les plus actifs dans les syndicats.



THÈSE SUR L'IMMIGRATION ⁽¹⁾

Les migrations contemporaines constituent un facteur social important, inhérent à l'ordre capitaliste.

Le capitalisme crée, par sa tendance à l'extension de la production, des besoins considérables de force-travail; il suscite, par suite d'une industrialisation progressive, l'afflux à la ville de la population rurale; il provoque, par l'anarchie de sa production, des crises qui réduisent à la misère des masses de prolétaires. Et tous ces phénomènes amènent les migrations, qui apparaissent ainsi nettement comme une conséquence du système d'exploitation capitaliste.

Mais l'émigration n'est pas seulement un résultat de l'exploitation capitaliste : elle provoque à son tour une exploitation renforcée de la main-d'œuvre, en donnant au capitalisme une possibilité nouvelle d'accroître la plus-value.

L'immigré, dépourvu de moyens de défense, ignorant la langue et la situation du pays où il se trouve, accepte des salaires et des conditions de travail inférieurs : la présence de la main-d'œuvre étrangère sur le marché du travail permet au patronat d'abaisser le taux de salaire du prolétariat indigène.

Les causes de l'immigration en France

Avant la guerre déjà, les travailleurs italiens, espagnols, allemands, autrichiens, chinois et autres émigraient vers l'Amérique, vers les colonies et vers la France.

Mais à la suite des changements profonds, provoqués par la guerre, dans la structure économique et politique du capitalisme mondial, l'émigration ouvrière a crû considérablement, tout en changeant, dans certaine mesure, de direction. Ainsi la France, qui avant la guerre comptait déjà 1.200.000 étrangers, est devenue, à l'heure actuelle, avec un chiffre dépassant trois millions, un centre d'immigration de premier ordre.

L'industrialisation considérable qui a suivi la guerre, liée à une dépopulation correspondante de la campagne, la faible natalité ajoutant ses effets aux pertes humaines subies pendant la guerre, et enfin, dans les premières années, la reconstruction des régions dévastées, tous ces facteurs ont provoqué en France un besoin impérieux de main-d'œuvre que ne pouvait couvrir le marché national du travail.

C'est ce qui explique la politique d'immigration, systématiquement suivie depuis la guerre par le grand patronat français.

Fuyant les salaires de famine, les conditions inhumaines du travail, le chômage, la terreur blanche qui sévissent dans leur pays, trouvant

(1) Nous avons déjà publié cette thèse dans un numéro spécial des *Cahiers*, mais nous la reproduisons ici afin que nos camarades puissent avoir dans une même publication l'ensemble des thèses et résolutions votées par le Congrès de Lille.

fermés d'autres débouchés, comme l'Amérique, les travailleurs étrangers se laissent prendre aux fallacieuses promesses des agences de racolage du patronat français.

Importance et caractère de cette immigration

Toutes les données manquent pour indiquer avec précision le nombre d'ouvriers immigrés en France. Aucune statistique officielle ne fournit de chiffre exact; nulle organisation ouvrière n'a pu, jusqu'à présent, réunir les renseignements suffisants.

Si l'on se base sur une publication du Ministère de l'Intérieur, qui donne, pour le 1^{er} janvier 1925 et pour l'ensemble de la population étrangère, le chiffre global approximatif de 3 millions, on peut évaluer le nombre des ouvriers immigrés en France à plus de 2 millions, en tenant compte de l'importance numérique des entrées illégales non enregistrées, avant tout pour l'agriculture et les mineurs, et en considérant qu'au cours de l'année 1925 les entrées ont été beaucoup plus nombreuses que les départs.

Les branches les plus importantes de la production qui emploient les ouvriers immigrés sont les suivantes : *L'agriculture* (Espagnols, Italiens, Belges, Polonais, Roumains, Russes, Tchéco-Slovaques). *Les mines*, où, d'après les statistiques patronales, travaillent dans le Nord et le Pas-de-Calais plus de 40 p. 100 d'étrangers (avant tout des Polonais, des Italiens et des Tchéco-Slovaques). *Le bâtiment* (quelques chantiers à Paris emploient jusqu'à 100 p. 100 d'Italiens). *La métallurgie* (Italiens, Tchéco-Slovaques, Russes, Arméniens, Hongrois). *Le textile* (Belges, Italiens, Roumains, Juifs). *Les produits chimiques*, qui emploient en dehors de nombreux coloniaux, des Italiens, des Arméniens et des Tchéco-Slovaques. *L'alimentation* (Espagnols, Italiens). *Le bois* (Italiens, Espagnols, Tchéco-Slovaques, Hongrois). *Les cuirs et peaux* (Grecs, Juifs et nationalités diverses).

Voici les chiffres approximatifs pour la population globale des immigrés des différentes nationalités composant l'immigration en France :

Italiens, plus d'un million. *Espagnols*, 1/2 million. *Belges* 1/2 million. *Polonais*, 400.000. *Suisses*, 150.000. *Balkaniques*, 100.000. *Russes*, 90.000. *Tchéco-Slovaques*, 60.000. *Arméniens*, 35.000. *Hongrois*, 30.000.

Ces chiffres (qui s'entendent pour la population totale immigrée, et pas seulement la main-d'œuvre ouvrière) sont surtout approximatifs pour les Espagnols, les Belges et les Italiens qui, pour l'agriculture et le bâtiment, ne viennent souvent que pour la saison.

En dehors de cette immigration saisonnière, une grande partie des émigrés s'établissent en France avec l'intention d'y rester.

L'immense majorité de l'immigration ouvrière est venue pour des raisons économiques, et est composée en très grande partie d'ouvriers non qualifiés. Leur mentalité et leur orientation politique varient naturellement beaucoup selon l'origine. L'ouvrier espagnol qui garde, du prolétariat de son pays, les tendances anarchistes, diffère fortement de l'ouvrier polonais, qui vient des mines de Westphalie où il a acquis un fort esprit d'organisation; celui-ci, à son tour, contraste singulièrement avec le mineur recruté par les agences d'immigration dans les contrées agricoles les plus arriérées de la Pologne.

Le patronat français, aidé des consuls étrangers, cherche à em-

pêcher tout contact et à éviter tout rapprochement entre les masses de l'immigration et le prolétariat français. Dans le Pas-de-Calais par exemple, des colonies entières, avec magasins, prêtres, banques et écoles polonaises sont créées pour isoler complètement le mineur polonais et sa famille.

Les masses de l'immigration économique prennent néanmoins une part active à la lutte de classe en France. La grève générale du 12 octobre 1925 dirigée contre l'impérialisme français, les grèves des mineurs en février et en novembre 1923; les mouvements de grève de ce printemps, en particulier dans la région parisienne, ont rencontré une participation considérable des ouvriers immigrés, dont le pourcentage de grévistes a été souvent supérieur à celui des ouvriers français.

Tout au contraire de l'immigration économique, l'immigration politique est numériquement faible. Mais elle n'en constitue pas moins un facteur important dans les luttes du prolétariat en France, notamment en ce qui concerne les Italiens, car elle comprend les meilleurs éléments des pays éprouvés au cours de luttes révolutionnaires.

Il y a également en France un nombre considérable de réfugiés politiques contre-révolutionnaires (Russes, Ukrainiens, Géorgiens, Arméniens). La consolidation définitive du régime soviétique fait que beaucoup de ces immigrés marquent leur désir de rejoindre l'U. R. S. S. Cet état de choses provoque une démoralisation et désagrège dans une certaine mesure ces milieux contre-révolutionnaires.

Dans l'ensemble, la présence de plus de 2 millions d'ouvriers immigrés sur 14 millions de salariés en France, est de première importance pour le mouvement ouvrier de ce pays et pose devant lui des problèmes de la solution desquels peut dépendre l'issue des luttes économiques et politiques. Le P. C. F. doit adopter une attitude nette vis-à-vis de l'ouvrier étranger, il doit avoir une ligne claire et juste dans la question de l'immigration, résultant de l'analyse; non seulement des causes et des conséquences de l'immigration, mais encore de la situation de l'ouvrier immigré en France.

La situation de l'ouvrier immigré en France

La situation économique de l'ouvrier immigré est, en général, inférieure à celle de l'ouvrier français.

Ainsi, dans l'agriculture, les salaires alloués aux étrangers sont nettement inférieurs à ceux donnés aux ouvriers français pour un travail équivalent.

Dans les mines, le bâtiment, la métallurgie et le textile, l'ouvrier immigré est presque toujours, sans considération de ses aptitudes, classé dans une catégorie inférieure de travail et de salaire.

Dans l'agriculture, le bâtiment et les produits chimiques, les entreprises qui emploient un fort pourcentage d'ouvriers font souvent faire de 10 à 14 heures par jour.

Le logement de l'ouvrier immigré — des habitations misérables et insalubres — est lié dans les grands centres d'immigration, aux autres clauses du contrat de travail — celui-ci est fixé en général pour une durée d'un an — et l'ouvrier étranger le signe sans rien connaître des conditions de travail et de salaire qui régissent les ouvriers français; c'est seulement après son arrivée qu'il s'aperçoit qu'il a été embauché à des conditions inférieures.

Au point de vue juridique, les immigrés sont nettement infériorisés. Ils n'ont pas le droit d'administrer ou de diriger un syndicat; le droit d'organisation, de coalition ou de grève est en fait, pour eux inefficace avec le régime des expulsions.

L'ouvrier étranger n'a pas les mêmes droits que l'ouvrier français en ce qui concerne les secours de chômage, les assurances sociales, les accidents du travail, l'allocation aux familles nombreuses; il ne jouit pas du droit de vote et de l'éligibilité aux conseils de prud'hommes; les lois locatives ne valent rien pour lui; le droit scolaire n'existe pas en fait, pour les enfants; il n'a aucun des droits dont jouit le travailleur français dans les élections des délégués de mines et d'entreprises, la gestion des caisses de secours et des caisses autonomes des mines.

Enfin il n'a pas le droit d'éligibilité politique. La liberté de la presse lui est fortement restreinte. Il vit sous la menace permanente de l'expulsion.

L'ouvrier immigré et les perspectives de développement économique en France

La présence de la main-d'œuvre étrangère en France revêt actuellement dans la situation critique que traverse la France, un caractère particulièrement important.

Tant que la bourgeoisie continue sa politique d'inflation et a ainsi la possibilité de maintenir la pleine activité industrielle, elle a besoin de masses importantes de l'immigration; celles-ci lui permettront en même temps de réaliser plus facilement la baisse des salaires réels du prolétariat français.

Mais dès maintenant, la bourgeoisie française semble vouloir s'orienter vers la stabilisation monétaire qui amènerait inévitablement une crise économique. La classe ouvrière fera nécessairement les frais de cette crise.

Au commencement du chômage, le patronat utilisera les étrangers pour abaisser les salaires des ouvriers français et empirer leurs conditions de travail. Dans le cas où la crise prendrait une grande ampleur et provoquerait un chômage de masses, la bourgeoisie serait obligée de mettre sur le pavé, le gros des étrangers et de leur faire quitter la France.

Les partis de « gauche » appuient ouvertement cette tactique de la grande industrie : diminuer les conséquences d'une crise de stabilisation en tablant sur le départ de l'ouvrier étranger chômeur. Il est au plus haut point caractéristique de voir comment la C. G. T. emboîte le pas à la bourgeoisie dans cette question. Dans son fameux manifeste du 19 février 1926, elle déclare cyniquement : « en ce qui concerne le chômage à prévoir, la France se trouve dans une situation très favorable; il y a sur son territoire plus de deux millions et demi d'ouvriers étrangers. »

Nos tâches vis-à-vis de l'immigration

1° Le Parti doit entraîner et influencer les masses de l'immigration. Il nous faut démontrer aux ouvriers immigrés que leurs intérêts sont communs avec ceux du prolétariat français et que ce dernier se solidarise avec eux.

Nous atteindrons les masses de l'immigration, en luttant pour l'égalité absolue des ouvriers immigrés et des ouvriers français, en défendant les intérêts particuliers des immigrés (écoles gratuites de français, facilités pour la naturalisation, etc.). Le Parti doit également s'adresser, dans leur langue aux ouvriers immigrés, pour toutes les campagnes qu'il mène pour la défense du prolétariat exploité en France, pour l'échelle mobile, la journée de huit heures, etc... Il doit lutter pour l'application des conventions internationales dans la mesure où certaines clauses favorisent l'immigré. Il doit combattre les associations et les personnalités adverses qui opèrent dans les milieux immigrés pour entraver l'influence des organisations de classes.

2° Il doit organiser la masse des ouvriers étrangers dans les organisations de classe (C. U. P., syndicats, coopératives, etc.), et intégrer la meilleure partie au P. C.

Le Parti envisage la possibilité de provoquer la création de groupements de masses parmi l'immigration des différentes langues, en tenant compte de leur situation particulière dans le but d'étendre notre influence sur des masses que nous ne pouvons toucher autrement.

3° Il doit lutter contre la répression, contre les expulsions, pour le droit d'asile, avec énergie et persévérance.

4° Il lui faut combattre la xénophobie dans le prolétariat français et imposer la solidarité effective totale avec l'ouvrier immigré. L'hostilité à l'égard de l'ouvrier « étranger », habilement entretenue par la presse bourgeoise et qui pénètre jusque dans nos organisations syndicales doit être combattue avec énergie.

On doit montrer que la solidarité ouvrière internationale est nécessaire dans l'intérêt du prolétariat tout entier et mettre en lumière l'aide importante qu'apportent les ouvriers immigrés à la lutte contre l'impérialisme français.

5° Les communistes doivent lutter contre la réglementation des migrations exercées par les gouvernements bourgeois ou en collaboration avec ceux-ci (Bureau international du Travail, Conseil national de la main-d'œuvre, etc...). Il est évident que, faite par des organisations au service du grand patronat, la réglementation signifie la continuation de l'état de choses actuel, c'est-à-dire des manœuvres du capitalisme pour obtenir une exploitation renforcée.

Les communistes doivent démontrer que seulement quand le prolétariat sera au pouvoir dans les principaux pays d'émigration et d'immigration une juste répartition de la main-d'œuvre sera possible. Mais ils doivent lutter pour que les organisations du prolétariat, syndicales et politiques, fassent un travail intense et méthodique d'agitation et de propagande pour influencer et orienter, dans la mesure du possible les courants migratoires dans l'intérêt du prolétariat et pour contrecarrer les manœuvres patronales.

6° Le Parti doit, dès maintenant fixer son attitude à l'égard des ouvriers immigrés en cas de crise de chômage. Il doit les défendre en exigeant qu'ils ne soient pas plus atteints par le débauchage que les ouvriers français. Il doit en même temps réclamer pour eux le même droit aux secours de chômage.

7° Le Parti doit établir avec l'aide des organisations syndicales des statistiques et une documentation exacte sur l'immigration, les conditions de travail et de salaires des immigrés, etc...

Nos mots d'ordre

Les deux mots d'ordre fondamentaux que le Parti ne doit cesser de propager, qu'il doit adapter, dans les détails, selon les nationalités, les industries; qu'il doit, sans se lasser, faire pénétrer dans le prolétariat français comme dans le prolétariat immigré, sont:

Pour l'union des ouvriers français et immigrés !

Pour l'égalité absolue des ouvriers immigrés et des ouvriers français!

Le mot d'ordre d'égalité absolue doit être lié à la campagne pour l'unité syndicale, qui est une condition indispensable pour sa réalisation. Il embrasse principalement les trois points suivants :

- 1° L'égalité des salaires (fixation des taux de salaires sur les lieux de travail, d'après les tarifs payés à la main-d'œuvre française;
- 2° L'égalité des droits politiques et sociaux;
- 3° Le droit d'asile, l'abolition du régime des expulsions.

Nous devons exiger, en outre, l'obligation d'assurer aux immigrants des logements reconnus salubres et la création, dans les centres d'immigration, d'écoles gratuites de langue française pour les adultes.

Le travail des communistes au sein du mouvement syndical

Les communistes doivent faire un travail intense pour l'entrée en masse des ouvriers immigrés dans les syndicats; ils doivent chercher à :

- 1° Intéresser les fédérations, les unions régionales et locales au travail parmi les immigrés;
- 2° Combattre résolument les manœuvres capitalistes tendant à développer les tendances xénophobes dans les syndicats;
- 3° Développer l'appareil de propagande existant : bureaux régionaux de M. O. E., comités intersyndicaux de langue, sections ethniques dans les différents syndicats, obtenir la création dans les centres d'immigration et aux points d'arrivée, de bureaux de renseignements pour l'immigrant;
- 4° Faire défendre par chaque syndicat intéressé, les intérêts et les revendications particulières de l'ouvrier immigré;
- 5° Obtenir des syndicats qu'ils exercent une surveillance active du marché du travail, afin de dénoncer et briser les manœuvres patronales tendant à introduire de la main-d'œuvre étrangère en cas de grève ou de chômage;
- 6° Obtenir des deux Internationales syndicales, en attendant la réalisation de l'unité, la création, en accord, de bureaux nationaux et internationaux ayant pour tâches : prendre toutes les mesures utiles pour porter à la connaissance des ouvriers qui veulent émigrer les renseignements susceptibles de les mettre en garde contre les manœuvres capitalistes (l'état du marché du travail, les conditions de salaires et d'existence, la législation sociale, etc... des pays d'émigration), faire auprès

d'eux la propagande nécessaire pour les orienter vers les contrées où le marché du travail réclame une main-d'œuvre supplémentaire; les détourner au contraire des pays où leur présence signifierait un danger pour le prolétariat qui s'y trouve et dans lesquels ils pourraient jouer le rôle de jaunes ou de briseurs de grève.

L'organisation dans le Parti du travail parmi les étrangers

Pour créer une base solide de travail systématique parmi les masses de l'immigration, il faut intéresser tout le parti, de la base au sommet à ce travail.

Tous les camarades doivent être convaincus que le travail parmi les ouvriers immigrés constitue une des tâches essentielles du Parti communiste français et doit incomber à tous ses organismes et non pas seulement aux communistes étrangers.

Est considéré comme membre du Parti, seulement l'étranger qui est membre d'une cellule et s'acquitte des obligations générales incombant à tout adhérent du Parti.

Aux différents échelons du Parti, doivent exister les organismes nécessaires pour réaliser le travail parmi les masses immigrées. Le Comité central et les Comités régionaux des grands centres d'immigration doivent avoir des commissions d'étude soumettant les problèmes posés par l'immigration, élaborant des plans de travail, etc... Le C. C. et dans les grands centres d'immigration, les Comités régionaux, de rayons et de sous-rayons, les bureaux de cellule, font travailler des sections chargées de l'exécution du travail parmi les étrangers.

Ces sections dirigent le travail de l'immigration en général, l'adaptant aux différentes langues.

Elles peuvent créer des sous-sections de telle ou telle langue composées d'un nombre restreint de camarades spécialisés travaillant sous la direction de la section responsable à son tour devant le Comité correspondant.

Les camarades parlant couramment une langue étrangère sont à la disposition des organismes de travail parmi les immigrés, s'ils ne sont point exemptés par le Comité compétent du Parti, parce qu'absorbés par d'autres tâches.

Les groupes de travail dont l'existence est souvent nécessaire par suite des grandes difficultés de langue étrangère pour l'exécution du travail parmi les sans-parti (diffusion de la presse, travail syndical, etc.).

Ces groupes ne peuvent être considérés que comme des organismes d'une cellule, d'un sous-rayon ou d'une région, comprenant les membres causant telle ou telle langue et travaillant en collaboration étroite avec les échelons correspondants du Parti et les sous-sections de l'échelon supérieur.

La réorganisation des groupes de travail existants entreprise depuis quelque temps par la direction du Parti, doit être activée : l'organisation des étrangers doit être adaptée au plus vite à tous les échelons aux organismes réguliers du Parti.

Les instructions données ces temps derniers par la direction du Parti pour l'organisation du travail parmi les étrangers ne sont pas annulées, mais ratifiées par cette thèse.

RÉSOLUTION

DE LA COMMISSION PAYSANNE

1. — L'importance que présente pour le Parti la question agraire et la propagande paysanne n'est plus mise en doute par personne. Des résultats sérieux dans cette branche d'activité ont déjà été enregistrés. Il importe de déterminer, en tenant compte de l'expérience acquise et de la situation générale de la population rurale, quelle va être l'action politique du Parti à la campagne, de quelles directives il devra s'inspirer, quelles seront ses formes d'agitation et de propagande, quelle sera son attitude en face des diverses organisations agraires existantes ou à venir : syndicats, mutuelles, coopératives agricoles, caisses de crédit, ainsi que leurs Unions ou Confédérations, et en particulier le Conseil Paysan Français et les fédérations de salariés agricoles. Nous devons surtout indiquer de façon précise les formes d'organisation et les méthodes de travail qui permettront, dans la période présente, d'accroître notre influence, de diffuser notre doctrine et, en période révolutionnaire ou post-révolutionnaire, d'assurer la continuité et l'augmentation de la production agricole, l'éducation communiste de la classe paysanne, l'acheminement rapide vers une société communiste.

2. — Un tel programme n'est réalisable que dans la mesure où l'on connaît exactement la situation et les perspectives de la population rurale. Une connaissance approfondie des différentes catégories sociales à la campagne, leur importance, les rapports qu'elles ont entre elles est nécessaire. Il est surtout indispensable de ne pas limiter cette étude à la minute présente, mais d'avoir sur le mouvement paysan en général, sur son passé, son évolution, ses perspectives une appréciation d'ensemble qui permettra de tracer les grandes lignes de notre programme.

3. — Le Parti communiste se trouve actuellement devant une population rurale en voie de transformation. Composée d'éléments les plus divers qui vont de l'immigré italien, espagnol ou polonais au riche propriétaire foncier en passant par l'infinie variété des ouvriers agricoles, petits, gros, moyens cultivateurs et métayers, un tableau d'ensemble est très difficile. Politiquement, des courants profonds la traversent : démagogie fasciste, propagande royaliste, mensonges démocratico-pacifistes, influence communiste... Tirailée de sentiments contradictoires allant du chauvinisme à l'antimilitarisme, haïssant la guerre, partagée entre la nécessité d'une part d'admettre la lutte de classes et l'inévitabilité d'une transformation sociale et d'autre part l'appréhension de tout ce qui évoque l'idée de révolution, elle croit parfois pouvoir concilier les extrêmes en se ralliant aux sections socialistes ou aux comités radicaux-socialistes. Plus souvent, elle s'abstient.

La lutte de classe tend cependant à se ramener à la campagne, mais ce n'est encore qu'à l'état de foyers isolés... Ici les ouvriers agricoles, viticoles, horticoles et forestiers s'insurgent contre le gros capitalisme foncier et même quelquefois contre le moyen et le petit paysan, car l'absurdité du régime met fréquemment en conflit deux catégories so-

ciales qui devraient au contraire être unies; là, des petits paysans, des métayers mènent la lutte contre la structure capitaliste de la société et posent régionalement leurs revendications.

Qu'ils soient techniquement arriérés ou qu'au contraire ils possèdent au plus haut point l'esprit d'association, coopérative et syndicale, la lutte de classe y revêt des formes changeantes propres à dérouter l'observateur superficiel. Toujours est-il que sur cette population les crises économiques, financières et politiques ont eu de sérieuses répercussions et l'ont éveillée à la vie politique. Par contre, si elle reste réfractaire aux tentatives bourgeoises de « Bloc rural », Entente paysanne, masse de combat, etc..., elle n'a pas encore trouvé, dans son ensemble, une doctrine accessible, un programme clair, des mots d'ordre généraux et réalisables qui la dressent unanimement autour d'un Parti.

3 bis. — Le fascisme, qui n'est qu'une sécrétion du capitalisme, cherche des bases à la campagne. Afin d'y étendre son influence, il prend des figures diverses, variant selon les caractères politiques et philosophiques des milieux qu'il visite. Il n'hésite pas à se servir pour cela des moyens les plus démagogiques. Ainsi, dans les milieux essentiellement ruraux, il n'hésite pas à dresser les paysans contre les ouvriers; dans les localités semi-ouvrières et semi-paysannes, il parle de démocratie et d'organisation populaire; dans les régions où le paysan est encore sous l'influence des prêtres, le fascisme se sert de la foi religieuse comme lien des organisations qu'il crée.

4. — Dès avant la guerre, l'économie rurale était déjà en voie de transformation. Trois points méritent d'être mis en évidence :

1° La famille paysanne, telle qu'elle était il y a cent ans, constituée de moins en moins la base de l'économie rurale;

2° Le régime de la propriété tend à se modifier profondément en France. Si on ne peut envisager la disparition complète de la petite propriété, il faut admettre que dans un temps plus ou moins proche, cette petite propriété aura perdu l'indépendance qui la caractérisait jadis et bien qu'existant « juridiquement » sera sous l'emprise totale du capitalisme;

3° Les phénomènes signalés ci-dessus ne sont nullement la fantaisie arbitraire d'un régime ou d'une classe, mais la conséquence naturelle, inévitable, heureuse parfois en ses effets, de l'évolution capitaliste.

5. — La base d'économie rurale était constituée autrefois par la « famille paysanne ». La France était un pays agricole se suffisant à lui-même et exportant ses produits dans les pays industriels. Socialement, l'exploitation familiale était en France, le grand facteur de la stabilité : la population agricole comprenait en 1861 les 75 p. 100 de la population totale du pays. Le paysan français souvent était pauvre; par la polyculture, il suffisait toujours à ses besoins. Le capitalisme a concentré dans les agglomérations urbaines des milliers de travailleurs. De ce jour commença le dépeuplement des campagnes que la guerre de 1914-1918 accentua. La population rurale ne présente plus, par rapport à la population totale, que 50 p. 100 en 1911, 45 p. 100 en 1921, 40 p. 100 en 1926.

Depuis longtemps, les enquêtes officielles ont dénoncé l'exode déjà ancien des paysans vers la ville, l'abandon progressif du petit bien exploité par les vieux parents jusqu'à épuisement et abandonné par leur

descendance, à la recherche d'une situation meilleure; la constitution d'exploitations de moyenne importance qui rachètent, morceau par morceau, l'apparition de la machine qui supplée à la main-d'œuvre défaillante. Le phénomène de dépopulation rurale, signalé par la bourgeoisie comme le fait d'une simple attraction exercée par la ville est la conséquence du développement de l'industrie qui, augmentant sans cesse sa puissance de production, exige un nombre de travailleurs de plus en plus considérable. On constate en outre l'apparition d'usines dans les endroits appropriés — à proximité des fleuves, rivières, canaux, voies ferrées — ces usines ont pour effet de raréfier davantage la main-d'œuvre et de donner naissance à un semi-prolétariat qui travaille à l'usine le jour, mais fait une journée supplémentaire dans son propre champ.

Les besoins nouveaux créés par la guerre et l'après-guerre, en même temps que la fusion du capital bancaire et du capital industriel ont accéléré cette industrialisation. La France, autrefois pays essentiellement agricole, devient de plus en plus pays industriel et partout surgit l'usine, non seulement dans les banlieues urbaines, mais partout où les produits du sol doivent être transformés pour les besoins de l'industrie et de l'alimentation.

5 bis. — Le capitalisme fait naître dans les colonies, par l'industrialisation de la terre et par l'exploitation intense des masses indigènes, une concurrence dangereuse pour la paysannerie de la métropole.

Le développement de l'industrie en France a déplacé l'axe de la productivité métropolitaine en ce qui concerne la culture (blés et vins d'Algérie, sucres de canne, huile d'arachide, etc...). Par suite, le capitalisme soumet de plus en plus la paysannerie métropolitaine à sa domination économique et la rend solidaire des peuples coloniaux.

6. — Le petit paysan qui se suffit à lui-même est donc une variété en voie de disparition. D'autre part, l'agriculture se spécialise de plus en plus, s'acheminant ainsi vers une industrialisation générale.

7. — La culture spécialisée apparaît et rend le producteur tributaire et solidaire à la fois du capitalisme : solidaire à cause de l'écoulement de ses produits, de sa « spécialité » qui agrandit son horizon jusqu'à la Bourse ou à la Bourse du Commerce; tributaire parce que Kulmann et Saint-Gobain trustent les engrais, parce que le capital industriel fabrique les machines et les instruments aratoires, parce que les moyens de transport appartiennent eux aussi au capital, parce que les aciéries de l'Est raréfient à leur gré l'expédition des scories. Et déjà, par suite du développement de ces cultures spécialisées, apparaît l'infériorité dans laquelle se trouve placé, en général, le petit paysan, à côté du grand producteur, ce qui développe à la campagne l'esprit de la lutte de classe.

8. — On peut donc dès maintenant prévoir l'aboutissant logique de cette situation et les perspectives qui en résultent. Maîtres de tout ce qui sert à produire, le capital sera également maître de la chose produite puisqu'il possède les usines nécessaires à la conservation, à la transformation, à l'acheminement de ces produits et les magasins ou entrepôts nécessaires à leur vente. Il est probable que dans les années qui vont suivre, si rien ne vient modifier la situation intérieure, nous assisterons à un dualisme de plus en plus prononcé entre le producteur et le transformateur, que ce dernier qui est déjà le plus fort tendra à se libérer

de la contrainte du premier, qu'en définitive, la fusion du capital bancaire et du capital industriel se complètera d'une concentration agraire dont nous avons déjà quelques exemples dans le Nord, en Normandie et dans le Midi de la France et dans la région parisienne.

9. — En ce qui concerne les perspectives de la population rurale, une erreur d'appréciation est possible du fait du grand nombre de petits et moyens propriétaires-exploitants qui existent actuellement, et en certaines régions du morcellement des grands domaines en exploitations moyennes.

Alors que les transformations politiques et économiques de jadis se faisaient lentement en laissant aux esprits le temps de s'adapter aux conditions nouvelles résultant de ces changements, on constate aisément que de nos jours, il en est tout autrement.

Alors même que les campagnes se vidaient au profit des villes, la famille paysanne conservait toujours un représentant pour exploiter jusqu'à la fin le lopin familial. On a donc conclu à la pérennité de la « famille paysanne » alors que celle-ci disparaissait peu à peu.

Les usines ont surgi, elles se développent et se propagent avec rapidité, la grosse culture industrialisée concurrence victorieusement la petite culture, techniquement arriérée et, toutes proportions gardées, d'un effort moindre obtient un rendement meilleur. L'ouvrier agricole, le petit paysan, ne se sont pas toujours rendu compte de l'accomplissement de cette transformation profonde du régime de la propriété, qui fait qu'ils peuvent se trouver en régime capitaliste, complètement expropriés. Profondément attachés à ce sol où ils croient trouver un jour l'indépendance dans le travail, les bénéfices réalisés pendant et après la guerre leur ont permis de se libérer de leurs dettes hypothécaires et même de racheter quelque terre; ils se croient sauvés et convoitent déjà un peu du grand domaine voisin. Faut-il conclure à un renouveau de la petite propriété rurale?

10. — Autant qu'elle pourra, la bourgeoisie capitaliste respectera chez le petit paysan cette illusion d'être propriétaire de même que, par le suffrage universel, elle lui laisse l'illusion de la souveraineté. De ce que la forme juridique de la propriété puisse être respectée, de ce que les statistiques constatent un nombre important de petits propriétaires, il n'en reste pas moins évident que ces derniers, en regard du capitalisme, seront dans la situation analogue à celle du petit artisan qui travaille « à façon » pour un grand magasin. La famille paysanne aura complètement perdu le caractère d'indépendance qui lui était propre autrefois.

11. — Le Parti doit s'inspirer de cette situation et de ces perspectives pour l'élaboration de son programme agraire et de son programme d'action immédiate. La justesse de nos prévisions en matière politique confère déjà au Parti un réel prestige parmi de nombreuses couches de la population rurale. Cette population comprendrait difficilement par la suite que le Parti n'ait pas prévu aussi exactement les perspectives de l'économie rurale, et ne l'ait pas éclairé sur son avenir plus ou moins proche.

12. — La première préoccupation des communistes à la campagne, celle qui l'emporte sur toutes les autres et qui doit avoir la priorité, c'est l'organisation, partout où elle est possible, de cellules de villages, même embryonnaires. Il est indispensable que dans chaque commune ou groupe

de communes nous possédions un noyau communiste organisé ou, à défaut, au moins un correspondant communiste.

13. — Par des méthodes appropriées relevant de l'organisation les rapports entre cellules de villages, rayons paysans et centres régionaux devront être améliorés, afin d'obtenir des cellules une meilleure vie politique et une plus grande activité. Le but à atteindre est qu'elles soient à la hauteur des tâches qui leur incombent, des responsabilités qu'elles auront à assumer, du rôle qu'elles auront à jouer au cours d'une éventualité révolutionnaire.

14. — Pour l'étude de ces questions et la bonne exécution des tâches fixées dans les assemblées précédentes du Parti, des commissions paysannes devront exister à chaque échelon du Parti, en liaison étroite avec la commission paysanne centrale, ultérieurement, lorsque les commissions de régions et de rayons auront travaillé pratiquement, la commission centrale pourra dresser un tableau complet de l'économie agraire du pays; relater les expériences remarquables concernant le syndicalisme, la coopération, l'union des ouvriers et des paysans.

Les commissions paysannes, pour leurs travaux dans la période présente, se conformeront aux directives déjà adoptées. (Résolution approuvée par la Conférence d'Ivry. Plan de travail de la commission centrale agraire.)

Les cellules de villages, numériquement faibles, et les communistes isolés devront être l'objet d'une attention spéciale de la part des régions. Il est nécessaire que ces camarades n'aient jamais l'impression d'être délaissés. En accord avec eux, les commissions paysannes pourront leur fixer différentes tâches et l'aide — même pécuniaire — ne devra pas leur être refusée si cette aide est nécessaire pour la bonne exécution de ces tâches.

15. — L'accroissement des effectifs du Parti, le développement de son influence, la vie des cellules ne seront possibles qu'autant que ces cellules seront doublées de larges organisations de masses. Parallèlement à la formation des cellules de villages, mais sans que cette besogne essentielle puisse en être négligée ou même retardée, l'effort du Parti en province portera donc sur le développement du Conseil Paysan et de la Fédération unitaire de l'Agriculture. Les communistes d'un même village appartenant à l'une ou l'autre de ces organisations devront tendre à unir l'action des paysans et celle des ouvriers agricoles, et les orienter toutes deux dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste.

D'une façon générale, le Parti continuera à dénoncer le rôle des associations bourgeoises qui maintiennent sous leur influence la population laborieuse des campagnes, il signalera l'exploitation directe ou indirecte de cette population par l'oligarchie capitaliste. Dans le cadre de la lutte de classe, il soutiendra les revendications des paysans laborieux et des ouvriers agricoles. Au cours de sa propagande, et sans sous-estimer l'importance des revendications locales et corporatives, il élargira leur horizon en les solidarisant avec le prolétariat industriel et la paysannerie mondiale et les peuples coloniaux opprimés.

Indépendamment des mots d'ordre immédiats posés par le Conseil Paysan et par la Fédération de l'Agriculture, mots d'ordre que le Parti pourra faire siens puisqu'ils correspondent à des revendications justifiées, il sera nécessaire que le Parti ait des mots d'ordre généraux qui lui soient propres et il est essentiel que partout le Parti communiste appa-

raisse nettement et non au travers d'une organisation quelconque. Cela dans l'intérêt même et du Parti et de l'organisation au travers de laquelle il apparaîtrait.

16. — Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, dans les circonstances actuelles, est un instrument de propagande en même temps qu'un moyen de mobilisation révolutionnaire des masses. Il sera bon, en le posant, de montrer qu'il n'est pas une fin, mais un premier pas vers une société communiste. Le programme agraire du Parti, adopté au Congrès de Marseille (1921), devient le programme agraire du gouvernement ouvrier et paysan. Sa réalisation, ses applications locales sont étroitement dépendantes du niveau idéologique de nos cellules et des organisations actuellement existantes.

Il convient de présenter ce programme non pas comme une économie nouvelle imposée à la population rurale par un Parti au pouvoir, mais comme une base sur laquelle la population laborieuse — organisée ou non — est invitée à discuter pour élaborer *elle-même* les conditions locales et les modalités de son application.

17. — Malgré le travail accompli, et devant la complexité du problème agraire, le Congrès décide la convocation d'une Conférence du Parti au cours de laquelle seront examinés à fond tous les aspects de la question paysanne.

La Commission paysanne, devant le péril fasciste et la situation financière, attire l'attention du Congrès sur les problèmes économiques d'ordre agricole qui intéressent non seulement la paysannerie et le prolétariat agricole, mais toutes les catégories du prolétariat et des classes moyennes. C'est en apportant une solution juste que le Parti communiste accroîtra son influence et pénétrera davantage au sein des populations paysannes.

N.-B. — Il faut aussi ajouter que les paysans d'Alsace-Lorraine sont dans une situation particulière. Cette situation doit attirer toute notre attention, par suite de l'oppression exercée conséquemment à l'annexion.

a) Imposition de la langue dans les écoles, les services administratifs, la justice.

b) Assimilation par décret et mécaniquement avec la complicité des chefs chauvins des organisations paysannes.

c) Conséquence aggravante de la situation financière par l'inflation présente s'ajoutant à la dévalorisation des titres allemands.



RÉSOLUTION DE LA COMMISSION DES CLASSES MOYENNES

Considérant le processus de paupérisation des classes moyennes, le Congrès admet comme perspective toute une période de solidarité avec le prolétariat.

Les alliances de différentes natures qui en résulteront n'ont donc point un caractère spécifiquement occasionnel, mais laissent prévoir des possibilités de lier la défense de divers intérêts des classes moyennes à la lutte ouvrière.

C'est donc pour le Parti communiste la possibilité dès à présent (qu'il y ait continuation de la période d'inflation en pente douce ou qu'il y ait stabilisation monétaire), de mettre à profit cette perspective de solidarités multiples entre les intérêts immédiats du prolétariat et des classes moyennes, pour rendre ces classes moyennes expérimentalement conscientes, à l'issue de luttes communes avec les ouvriers, d'une solidarité historique plus étendue sur le terrain de la lutte révolutionnaire.

La dissociation des classes moyennes

Rattachée à un mode de production rétrograde, la majeure partie des classes moyennes est condamnée à disparaître du fait de l'évolution des forces productives. Seuls le grand capitalisme et le prolétariat ont un rôle historique, l'un étant maître de tous les postes directeurs de l'économie nationale et des rouages de l'Etat, l'autre renfermant en lui toutes les possibilités, toutes les forces sociales d'avenir, tendant à l'abolition du régime capitaliste par l'établissement d'une société communiste.

Le déséquilibre de l'économie capitaliste a amené une profonde décomposition des classes moyennes et leur prolétarianisation partielle qui ne pourra que s'accroître dans l'avenir. Cependant si elles n'ont pas diminué, car la même concentration capitaliste entraîne la formation de nouveaux groupes, leur rôle économique est considérablement amoindri.

Les atteignant dans leur avenir et dans leur sécurité, la bourgeoisie a atteint du même coup leur vieil esprit conservateur, les orientant ainsi vers une radicalisation toujours croissante. Aujourd'hui une grande partie d'entre elles cherchent son expression politique en dehors des cadres de la démocratie. Les tâches du parti à leur égard sont donc urgentes et de grande importance.

Tactique et tâches

Les classes moyennes sont essentiellement hétérogènes. Une multitude de groupements les réunissent. Chacun d'eux est entre les mains de dirigeants appartenant à l'élite des classes moyennes qui utilisent le groupement des couches les moins favorisées pour la défense des intérêts de leur petite élite privilégiée.

L'opération préliminaire indispensable qui doit nous permettre de

suivre attentivement et d'utiliser le regroupement qui s'effectue au sein de ces couches sociales, consiste à dissocier ses chefs, alliés de la grande bourgeoisie de l'ensemble des troupes qui, en plein désarroi, peuvent et doivent être entraînées vers nos solutions.

Ensuite nous devons essayer d'influencer effectivement, quoique indirectement, ces groupements et partout où c'est possible appuyer la constitution des comités d'usagers, de défense du petit commerce, etc...

D'autre part la liaison permanente de ces groupements d'avant-garde avec les autres groupements des classes moyennes, prolongera ainsi le rayonnement idéologique du parti sur l'ensemble des classes moyennes.

La tâche essentielle de notre parti parmi les classes moyennes, est donc d'établir une solidarité étroite entre elles et le prolétariat, en liant intimement leurs revendications particulières aux revendications de celui-ci, seule face historique capable de lutter efficacement contre le grand capitalisme qui les exploite.

Nous devons donc aider les mouvements revendicatifs des différentes couches des classes moyennes et les amener à nous autour d'un programme précis, susceptible de les entraîner dans les luttes les plus vastes.

Le Congrès rappelle cependant que les revendications des classes moyennes ne peuvent être soutenues que dans la limite où elles ne s'opposent pas aux revendications de la classe ouvrière.

Base d'accords circonstanciels sur un programme de revendications immédiates

Nous pouvons donc immédiatement soutenir les revendications des classes moyennes sur les points partiels suivants :

MESURES FISCALES. — a) Suppression des impôts de consommation, de la taxe sur le chiffre d'affaires, etc...;

b) Exonération de la petite propriété et des petites fortunes inférieures à 200.000 francs, dans toutes mesures de construction et de reprise;

c) Dégrevement à la base sur tous les impôts et taxes par un abattement de 12.000 francs à la base. Rapide progressivité au-dessus de ce *minimum non imposable*.

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE ET BAUX. — a) Protection de la *propriété commerciale*, contre l'expropriation de la petite propriété par la grande propriété immobilière;

b) Droit de propriété de l'occupant dans le renouvellement des baux;

c) Abrogation de la loi du 6 juillet 1925. Limitation de l'augmentation des baux. Discrimination entre le petit et le gros commerçant, le petit et le gros propriétaire.

PETITS RENTIERS ET RETRAITÉS. — a) *Secours aux petits rentiers et retraités* ruinés par l'inflation par une contribution exceptionnelle sur la banque;

b) Réajustement périodique de toutes les pensions et retraites sur la base de l'indice du coût de la vie.

PROFESSIONS LIBÉRALES ET TECHNICIENS. — a) *Protection des inventeurs et des créateurs;*

b) *Encouragement aux arts et aux sciences;*

c) Réajustement périodique des contrats de louage de service à longs termes, sur la base du coût de la vie, etc., etc.

En liant d'une façon judicieuse ces revendications à celles du prolétariat, nous pouvons amener les classes moyennes à s'allier à lui dans les actions communes.

Organisation du Parti pour le travail parmi les classes laborieuses

Pour influencer pratiquement les diverses organisations et associations des classes moyennes, pour y effectuer le travail pratique et y faire pénétrer l'idéologie de notre parti, pour les amener expérimentalement à comprendre la justesse de notre attitude et de nos mots d'ordre, pour les allier ainsi au prolétariat dans sa lutte contre l'état bourgeois, il est indispensable que le Parti se dote d'une organisation rationnelle de pénétration et d'action parmi ces classes moyennes et leurs groupements professionnels.

De même que tout ouvrier communiste doit nécessairement appartenir à son organisation économique de classe, les membres du parti, susceptibles d'adhérer à un ou plusieurs groupements économiques des classes moyennes, doivent y pénétrer et y agir selon les directives du Parti.

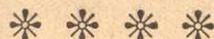
Les membres constitueront donc des fractions communistes: 1° Parmi les groupements territoriaux des associations ou organisations professionnelles des classes moyennes; 2° A tous les échelons des organisations corporatives; 3° A tous les échelons des associations générales de ces classes.

Ces fractions seront subordonnées à tous les échelons aux organismes responsables du Parti.

Seule la connaissance exacte de nos forces dans les divers milieux et l'étude de la nature très diverse de nos possibilités de travail fractionnel pourra permettre de donner ultérieurement un statut plus rigide à ce travail. Actuellement, une telle réglementation apparaîtrait comme mécanique et serait susceptible de gêner le travail effectif en le comprimant par des cadres artificiels.

Au cours de l'année, le Centre pourra envisager une conférence spéciale des secrétaires régionaux et des camarades ayant régionalement la responsabilité du travail parmi les classes moyennes pour examiner la situation générale de ce travail.

En s'inspirant des directives et en réalisant les tâches indiquées ci-dessus, le Parti se rendra apte à utiliser les classes moyennes dans la lutte menée par le prolétariat pour son émancipation.



RÉSOLUTION DE LA COMMISSION FÉMININE

Le V^e Congrès du Parti communiste, après avoir examiné attentivement le travail de conquête des masses féminines, décide qu'un effort intense doit être accompli par le Parti tout entier et à tous ses échelons pour intensifier ce travail.

1° Pour le mener à bien, il est indispensable qu'il soit dirigé effectivement par les organismes responsables à tous les échelons. La constitution des commissions féminines régionales et de rayons doit être entreprise immédiatement et le travail parmi les femmes ne doit plus être considéré comme la tâche des seules camarades femmes, mais de l'ensemble de tous les membres du Parti. En conséquence, les commissions féminines seront composées indifféremment d'hommes et de femmes ou seulement d'hommes et des responsables des plus importantes commissions du Parti (particulièrement commission syndicale et d'Agit-Prop.

Le ou la secrétaire de la commission féminine doit faire partie du Comité régional ou de rayon.

Pour qu'un organisme du Parti puisse accomplir les tâches qui lui sont assumées, il est indispensable qu'il soit lié étroitement avec toutes les branches d'activité du Parti de la base au sommet : Comité de rayons, de régions, Comité Central.

2° Une campagne idéologique sera immédiatement entreprise dans l'organe théorique du Parti pour éclairer tous ses membres sur l'importance de la main-d'œuvre féminine dans la production capitaliste. Il faut combattre cette conception, trop répandue parmi nous, que l'incorporation de la femme dans la production n'est que momentanée.

3° Un gros effort devra être fait pour la création de cadres. Dans ce but, les régions devront veiller à la participation des meilleurs éléments féminins aux écoles léninistes du Parti, de rayons, de régions et centrales.

4° Vu la faiblesse de cadres, il est indispensable que la section féminine centrale porte immédiatement tous ses efforts sur les régions suivantes les plus importantes industriellement : Parisienne, Nord, Lyonnaise, Basse-Seine, Bordelaise, Méditerranéenne. Il est nécessaire qu'une base solide de travail soit établie dans ces régions où la main-d'œuvre féminine est très nombreuse.

Notre travail doit consister à la conquête des ouvrières. Il faudra travailler à les grouper dans les C. U. P. Partout où nos cellules sont suffisamment fortes, des cercles de sympathisantes devront être créés dans les usines, afin de préparer des recrues pour le Parti communiste.

5° Le travail syndical doit être au premier plan du travail des commissions féminines qui devront travailler à la création des commissions féminines syndicales. Tous les efforts devront être faits pour intensifier le recrutement syndical, base essentielle de recrutement du Parti.

6° A tous les échelons du Parti, la diffusion de notre presse féminine

dévera être réalisée d'une façon méthodique. Jusqu'à présent cette diffusion a été laissée à l'initiative de quelques camarades. Notre journal est inconnu de nombreux membres du Parti. *L'Ouvrière*, étant notre principale arme de propagande, tous les camarades, hommes ou femmes doivent s'intéresser à son développement et à sa diffusion comme ils le font pour toutes les publications du Parti.

7° Les régions devront envisager la création de groupes de sympathisantes autour du journal. Ces groupes devront toujours être dirigés par des camarades du Parti et travailler sous le contrôle des rayons et des régions. En groupant les femmes autour du journal ils ont pour but de les éduquer, de les habituer à certaines tâches pratiques et de les préparer à leur entrée dans le Parti.

Ces groupes doivent être considérés comme l'antichambre du Parti.

Le 5° Congrès doit s'inspirer des décisions de la commission féminine, et des termes de cette résolution pour entreprendre et poursuivre, de la façon la plus sérieuse et à l'égal des autres tâches du Parti, le travail parmi les femmes.



RÉSOLUTION POUR LA COMMISSION COLONIALE DU V^e CONGRÈS

Malgré les accords passagers conclus entre Etats capitalistes contre des peuples coloniaux, les rivalités profondes qui opposent les impérialistes les uns aux autres s'accroissent. Ainsi, dans le bassin méditerranéen et dans le proche Orient les contradictions subsistent plus particulièrement entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, en raison de la nécessité vitale pour l'Angleterre de garantir ses libres communications avec les Indes et avec l'Egypte et de s'assurer le contrôle des zones de production cotonnière et pétrolière. Les besoins accrus de l'Italie en matières premières et en débouchés la poussent à s'assurer de nouveaux territoires; sa politique extérieure agressive se poursuit jusqu'en Tunisie. En outre, les rivalités qui s'affrontent au sujet de Tanger et du régime du Rif menacent de faire remettre en discussion le partage des colonies méditerranéennes. Dans le Pacifique, les rivalités impérialistes s'avivent constamment.

En même temps qu'augmentent les dangers de conflits entre Etats impérialistes, l'idée d'émancipation nationale gagne toutes les colonies. La répercussion des insurrections syrienne et rifaine a été grande chez tous les peuples coloniaux assujettis à la France. L'exemple de la résistance prolongée des insurgés et celui du mouvement révolutionnaire chinois a ranimé leurs espoirs et renforcé leur volonté de se libérer d'une oppression toujours accrue. Cette volonté d'émancipation ne peut disparaître malgré les victoires momentanées de l'impérialisme français sur les Rifains et les Syriens; l'expérience de ces deux insurrections aidant, elle ne peut que s'accroître, car les crises financière et économique du capitalisme français ainsi que ses antagonismes avec les autres puissances impérialistes concourent objectivement au développement du mouvement national révolutionnaire. Déjà, nous assistons au réveil du mouvement indochinois et au développement de l'esprit de lutte chez les larges masses d'Algérie et de Tunisie.

Cette situation demande que notre Parti intensifie son travail dans toutes les colonies et le systématise. L'examen du travail effectué depuis le Congrès de Clichy nous montre que dans ce domaine de grands progrès ont été accomplis. Grâce à la position nette que nous avons prise vis-à-vis de l'indépendance des colonies et surtout à notre action contre les guerres du Maroc et de Syrie, notre influence auprès des peuples coloniaux a augmenté bien que les organisations que nous ayons dans quelques-uns de ces pays aient été très affaiblies par suite de la forte répression qu'elles ont subie et de la défection d'éléments timorés et aussi que nos forces pour le travail colonial et nos expériences aient été faibles. Il faut souligner l'évolution très importante que nos organisations des colonies et particulièrement celle d'Algérie ont suivie et qui a permis de battre dans notre Parti l'esprit nationaliste français qui nuisait à son développement. Sur ce point, un gros travail d'éclaircissement idéologique reste à faire mais

les résultats obtenus marquent une nouvelle et importante étape pour notre région algérienne.

Il faut maintenant réaliser aussi vite que possible l'influence que nous avons acquise; entreprendre un travail plus profond que nous n'avons pu le faire par le passé, établir un contact plus étroit avec les masses indigènes et apporter un appui plus effectif aux mouvements révolutionnaires des colonies dirigés contre l'impérialisme français. Sur ce dernier point, il ne saurait s'agir seulement de notre appui aux mouvements de classe dans lesquels nous tendons à unir les prolétaires indigènes et européens des colonies contre le capitalisme, mais aussi des mouvements nationaux révolutionnaires. L'oppression française fait naître chez les peuples coloniaux un sentiment national qui domine et prend le pas sur la lutte des classes qu'il masque souvent complètement. Etant pour la libération nationale, nous n'avons pas le droit de rester neutres vis-à-vis de ce mouvement dont nous reconnaissons le rôle historique. Toutefois, notre parti ne saurait fusionner avec le mouvement national sans abandonner son rôle propre qui est l'instauration du régime communiste; aussi doit-il en toutes circonstances marquer nettement sa position à l'égard du mouvement nationaliste qu'il soutient contre l'impérialisme français mais dont il reste indépendant.

L'action pour créer ou développer les organisations syndicales, lutte de classe, pour y entraîner le plus possible d'indigènes doit être menée énergiquement. Il en est de même pour le Parti et nous devons tendre à ce que la composition nationale du prolétariat de la colonie se reflète dans la composition de notre Parti. Le Parti et les syndicats doivent s'orienter résolument vers la défense des indigènes et lier leurs revendications à celles des prolétaires européens des colonies. Toutes mesures doivent être prises pour faciliter aux indigènes l'entrée de nos organisations et nous ne devons pas nous laisser arrêter par leur faiblesse idéologique; il nous appartiendra de leur donner la formation qui leur manque.

*
* *

Pour toutes les colonies, plus d'attention devra être accordée à la question agraire. On doit s'attacher tout particulièrement aux revendications de la paysannerie, l'aider à les formuler et à créer chaque fois que possible des associations de défense de paysans travailleurs et d'ouvriers agricoles.

Il est nécessaire de renforcer l'agitation de presse et d'éditions en langue natale et d'utiliser largement l'image pour cette agitation tant auprès des coloniaux en France que dans les colonies mêmes.

L'action auprès des coloniaux dans la métropole demande à être faite par les organismes du Parti à tous les degrés. Ce problème particulièrement important doit retenir l'attention de tout le Parti. Les 350.000 travailleurs coloniaux qui sont en France risquent de constituer pour la main-d'œuvre métropolitaine une concurrence d'autant plus sérieuse que le contingent de ces coloniaux peut s'augmenter en raison de la situation agricole mauvaise de l'Algérie, des conditions d'existence de plus en plus difficiles pour les travailleurs et des modifications qui viennent d'être apportées au régime de l'immigration algérienne. Cette concurrence ne pourrait qu'aggraver les divisions de race entre prolétaires,

divisions que nous cherchons à faire disparaître. De plus, c'est parmi les coloniaux qui sont en France que nous avons le plus de possibilités pour former des cadres pour les mouvements révolutionnaires des colonies et ce n'est qu'en prenant résolument en mains leur défense en France comme aux colonies que nous pourrions nous attirer les sympathies et la confiance des populations brimées par notre impérialisme.

La reprise de l'activité dans le domaine colonial des partisans des conceptions de la 2^e Internationale risque de semer la confusion et le trouble dans de nombreuses couches des populations coloniales et dans le prolétariat de la métropole. La position fautive et antirévolutionnaire des social-démocrates doit être dénoncée et combattue par une agitation et une propagande systématiques autour de notre mot d'ordre de l'indépendance des colonies.

L'action antimilitariste auprès des troupes coloniales devra être également renforcée.

En ce qui concerne les tâches particulières à chaque colonie et la liaison avec les partis frères, le V^e Congrès du P. C. F. confirme les résolutions prises par le VI^e Exécutif de P. C. et souligne la nécessité de leur rapide application.

◆ ◆ ◆

❧ RÉSOLUTION SUR LE TRAVAIL ❧ PARMI LES ANCIENS COMBATTANTS

Le Parti communiste a négligé jusqu'à ce jour le travail parmi les anciens combattants. Cette tâche devra retenir l'attention du Parti qui ne peut rester indifférent devant le sort fait par la bourgeoisie aux victimes de la guerre, de même qu'il doit sérieusement s'intéresser aux tentatives des démagogues fascistes et bourgeois exerçant le plus odieux chantage moral, pour des buts politiques et militaires, sur les millions d'anciens combattants.

Le danger peut devenir grave et dresser demain face au prolétariat en bataille contre ses exploiters des dizaines de milliers de travailleurs placés sous l'influence directe et indirecte du capitalisme par le canal d'organisations réactionnaires d'anciens combattants.

Il est donc nécessaire et urgent que notre Parti communiste crée ou anime, un vaste mouvement d'anciens combattants dont il aura la direction effective.

Aucune des revendications matérielles des victimes de la guerre ne doit nous laisser indifférents. Ce n'est que par la défense des mots d'ordre adéquats à leur situation que nous grouperons autour de notre plateforme d'action les mutilés et réformés.

1° La défense du principe de l'échelle mobile pour les pensionnés;

2° La défense du principe même des pensions déterminées par la loi du 31 mars 1919, traduira sur le terrain matériel les aspirations directes des victimes de la guerre.

Sur le terrain de la politique générale nous fixerons leur attention par la lutte en faveur de :

- 1° L'annulation des dettes interalliées;
- 2° La lutte contre la guerre et la défense des libertés sociales conquises par le prolétariat et menacées par le fascisme et la réaction.

La désillusion des anciens combattants se rendant compte qu'ils doivent payer la guerre après toutes les promesses nous permettra d'exploiter les sentiments antimilitaristes des paysans. Nous pourrons ainsi orienter vers une action commune de lutte contre le fascisme des éléments nombreux du prolétariat et des couches moyennes que l'influence du Parti n'atteint pas directement.

En vue de la réalisation pratique de cet objectif, notre premier travail sera de réaliser la fusion des organisations d'anciens combattants dont la composition sociale est d'essence prolétarienne : l'A. R. A. C. et la F. O. P.. A côté de ces deux organisations de nombreuses sections locales isolées pourront facilement être absorbées par l'A. R. A. C.

Il conviendra également de désagréger à la base des grandes organisations réactionnaires sur l'importance desquelles il convient d'être fixé. En premier lieu nous signalerons :

- 1° L'Union nationale des combattants qui compte 800.000 membres;
- 2° L'Union fédérale des anciens combattants qui compte 250.000 membres;
- 3° La Fédération nationale et l'Association générale des mutilés de guerre qui compte 400.000 membres.

Au total, 1.500.000 anciens combattants groupés et dirigés dans le but de constituer une armée de réserve pour le fascisme.

Les travailleurs sont en majorité dans les organisations réactionnaires d'anciens combattants ce qui doit nous permettre de combattre l'influence néfaste des chefs et d'y puiser de nombreux éléments.

La lutte contre le fascisme

Au fur et à mesure qu'il développe sa campagne idéologique, le fascisme organise ses moyens de lutte active contre le prolétariat. L'A.R.A.C., en face de ce danger, doit répondre par la création d'un vaste mouvement de défense antifasciste. Pour cela elle doit avoir le concours le plus réel du Parti tout entier.

Déjà, dans différents endroits, des syndicats unitaires se préoccupent de constituer des groupements de défense contre le fascisme. Dans le département du Nord, les socialistes envisagent la création de milices ouvrières.

Nous enregistrons par ces faits la volonté de lutte du prolétariat, nous devons donc agir rapidement, et travailler à la fusion des formations naissantes des groupements de défense antifascistes sous la direction de l'A. R. A. C.

Les groupes de défense (G.D.A.) constitués par l'A.R.A.C. doivent réaliser l'unité de la classe ouvrière contre l'ennemi du prolétariat.

Une attention spéciale s'exercera de la part de l'A.R.A.C. sur les formations constituées par nos camarades étrangers afin de ne négliger aucune force et de les unifier toutes.

Les jeunes

Les jeunes devront aussi prendre une large part à la lutte contre le fascisme dans nos groupements de défense. La création des jeunes gardes antifascistes, organisation large s'étendant à des couches de jeunes travailleurs encore sous l'influence démocratique. Cette tâche méritera l'effort de nos camarades des jeunesses qui pourront ainsi trouver un terrain de recrutement pour les jeunesses communistes.

Les rapports entre le P. C. et l'A. R. A. C.

Le large mouvement de masses que nous devons créer sous l'égide de l'A.R.A.C. doit être impulsé par la volonté du Parti. C'est lui qui doit exercer son contrôle à tous les échelons de l'organisation des anciens combattants.

Le fait que de nombreux sympathisants ou socialistes rentreront dans l'A. R. A. C. aux côtés des communistes, implique la nécessité de l'organisation de nos fractions.

S'il est nécessaire, indispensable même, de briser le cercle d'hostilité dans lequel on enfermerait l'A. R. A. C., si nous comprenons qu'une organisation large doit étendre son influence en dehors de la zone d'influence directe du Parti, il ne nous échappe pas que la participation de travailleurs socialistes et sans-parti pour utile qu'elle soit ne doit pas échapper au contrôle entier du Parti communiste, et cela à tous les échelons de l'organisation.

Le Parti doit se mettre au travail pour réaliser les objectifs contenus dans cette résolution.



RÉSOLUTION SUR LA LIAISON ENTRE LE PARTI ET LES JEUNESSES

Le Parti communiste dont la tâche historique est de conquérir sous son influence et organiser toutes les couches du prolétariat, ne peut pas se désintéresser de la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière : la jeunesse laborieuse.

La jeunesse ouvrière constitue bien, et de nombreux exemples le démontrent (salaires moins élevés, spécialisation, heures supplémentaires, concurrence, etc...) une source agrandie de profits pour le patronat et le capitalisme. La modernisation et les progrès apportés dans toute l'industrie ont fait prendre dans cette dernière période une place tout à fait importante à la jeunesse dans la production. C'est par centaines de milliers qu'aujourd'hui les jeunes sont exploités dans la métallurgie, les mines, le textile et toutes les autres branches industrielles. La jeunesse subit des conditions générales d'exploitation de toute la classe ouvrière, mais elle a en plus, par son manque de tradition de lutte, par aussi son manque de tradition d'organisation, par le fait qu'elle est une couche neuve, sa surexploitation particulière.

Dans la période de crise traversée actuellement par la France, le rôle joué par la jeunesse revêt une importance encore plus grande. Elle devient dans la recrudescence des mouvements ouvriers, dans la manifestation d'une plus grande volonté de lutte de classe ouvrière, un facteur dont notre Parti ne peut pas ne pas se préoccuper.

C'est un fait incontestable que la jeunesse joue actuellement dans cette période de crise grave, un rôle primordial. Directement touchée par les guerres coloniales et la politique de brigandage impérialiste du gouvernement français, menacée en premier lieu par le danger de nouveaux conflits impérialistes, intéressée au premier plan par les nouveaux projets militaires aggravant ses obligations envers l'armée bourgeoise, la jeunesse ouvrière, paysanne et coloniale voit aujourd'hui sa situation générale aggravée formidablement. Pour cela elle ressent plus que tout autre, le coup de l'offensive patronale déclenché contre les salaires et les conditions de travail, ainsi que les charges fiscales de plus en plus écrasantes infligées à l'ensemble de la classe ouvrière.

La jeunesse laborieuse commence à réagir contre cette situation, les derniers mouvements ouvriers en sont la démonstration la plus évidente, les grèves multiples de ces derniers mois ont vu les jeunes au premier rang de combat. Ces manifestations d'un éveil certain de la jeunesse exploitée à la nécessité de la lutte n'ont d'ailleurs pas été sans écho dans les rangs de la bourgeoisie elle-même. Son effort, ses tentatives pour organiser la grande couche de la jeunesse soit par ses formations religieuses, chauvines, soit par ses organisations de sports, de gymnastique ou de distractions sont nombreuses. Le fait qu'une des plus grandes organisations françaises de la jeunesse, la Fédération Nationale de la Jeunesse Catholique porte à l'ordre du jour de son Congrès la défense économique de la jeunesse ouvrière, est également significatif.

C'est devant cette situation que se trouve placé notre Parti Communiste. C'est la question importante de la défense et de la conquête de toute la jeunesse laborieuse qu'il doit résoudre. Il le fera dans la mesure où il en comprendra toute l'importance et aussi où il travaillera à appliquer les directives dressées pour cette tâche précise par le dernier Exécutif élargi :

« Avoir une direction politique plus systématique du Parti sur le travail des jeunes et une attention particulière aux besoins spéciaux de l'organisation des jeunes ».

Pourquoi et comment avoir une direction politique plus systématique ?

Par quels moyens répondre aux besoins spéciaux de l'organisation des jeunes ?

Le Parti doit avoir une direction plus systématique du travail de la jeunesse parce que la conquête de la jeunesse laborieuse n'est pas quelque chose de séparé des autres tâches du Parti, c'est une de ses tâches. *Diriger la jeunesse communiste comme un moyen particulier du Parti de pénétration dans une couche particulière du prolétariat : la jeunesse; diriger la jeunesse communiste comme force de réserve du Parti.*

Comment notre Parti arrivera-t-il à systématiser cette direction ?

1° En apprenant à bien connaître la situation de la jeunesse et le rôle important qu'elle joue dans le mouvement ouvrier;

2° En aidant la jeunesse communiste à tous les échelons pour la réalisation de ses tâches;

3° En poussant tous les membres des jeunes communistes à une participation plus effective à la vie, aux discussions et à l'accomplissement des tâches du Parti, en augmentant le pourcentage d'adhérents des J. C. membres du Parti, en travaillant à créer au sein de la jeunesse un véritable noyau du Parti;

4° En assurant dans tous les organismes du Parti et de la jeunesse communiste une représentation mutuelle par un échange réciproque de délégués et en faisant participer à la direction du travail des jeunes tous les organismes du P. C. (Comité central, comité régional, comité de rayon, sous-rayon, cellules).

La liaison, moyen de direction et d'aide du Parti à la jeunesse

Comme l'indique le rapport moral de la Fédération des Jeunes : la Jeunesse Communiste doit être liée au Parti pour être mieux dirigée et mieux aidée par lui. Dans toute cette dernière période, à part quelques améliorations, la liaison fut assez déficiente. Au centre, entre les organismes dirigeants, elle est évidemment bonne. Mais, à part quelques rares régions, cette liaison ne dépasse pas le centre. De plus, la différence dans les structures des régions et parfois même des rayons du Parti et de la Jeunesse, n'est pas faite pour renforcer cette liaison entre les deux organisations. Néanmoins, la Jeunesse a participé relativement à la vie et aux luttes politiques du Parti. On pourra évidemment remarquer une participation moins large de la jeunesse communiste aux luttes intérieures du Parti. C'est là une question assez importante et qui ne dépend pas exclusivement de la Jeunesse. Cela tient aux transformations qui se sont opérées au cours du développement de notre Parti. L'idéologie, la composition sociale du Parti, se sont considérablement transformées. Sa formation communiste a fait en avant, dans cette dernière période, des pas considérables. Au contraire, du temps des luttes contre la social-démocratie, contre les opportunistes farouches qui sévissaient dans le Parti, la Jeunesse ne peut plus maintenant avoir la place historique dominante de cette grande période de formation de notre Parti.

Mais, la liaison politique et formelle entre les deux organisations doit être renforcée. Liaison politique meilleure en faisant connaître à tous les membres du Parti, les buts, la nécessité et l'importance de l'organisation communiste des jeunes travailleurs. Liaison meilleure pour l'aide la plus complète de tous les membres du Parti à la réalisation des tâches posées devant le mouvement de la Jeunesse.

Les tâches de la fédération des jeunes et le rôle du Parti

Il n'est pas utile de répéter ici les raisons et la nécessité d'avoir à côté du Parti une organisation particulière de la Jeunesse. Tous les membres du Parti doivent avoir compris que par son état d'esprit, sa formation, ses besoins, son enthousiasme particuliers, la jeunesse devait avoir une forme d'organisation particulière, large, destinée à lui donner tout ce qu'elle réclame : La lutte pour se défendre et vaincre le régime bourgeois, l'éducation pour se former et apprendre à mieux lutter, la distraction que réclame son âge et sa mentalité juvénile. Sur cette base, le mouvement des jeunes a de grandes tâches à remplir dans la période présente.

Dans la crise financière actuelle, la grosse tâche, c'est d'organiser, de rassembler la jeunesse pour rendre effective sa défense et sa résistance à l'offensive patronale et aux charges qui accablent le prolétariat. Nous le ferons en accentuant notre lutte pour les revendications immédiates des jeunes travailleurs; en intensifiant notre action économique auprès d'eux; en facilitant leur entrée dans les syndicats; en liant leurs besoins et leur volonté de lutte, aux besoins et à la volonté de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est là une des premières tâches du Parti envers le mouvement de la Jeunesse.

Aider la Jeunesse Communiste dans l'activité et le travail antimilitariste, en contribuant à organiser partout, dans les usines, dans les localités, les conscrits ouvriers et paysans. En défendant en toutes circonstances et en tous lieux les revendications des soldats et marins. En donnant à tout le Parti, une activité antimilitariste positive véritable. Jusqu'à maintenant, l'antimilitarisme a été trop considéré par notre Parti comme un monopole sacré de la Jeunesse Communiste, alors qu'il est une des tâches les plus importantes d'un véritable Parti Communiste. C'est la deuxième forme de participation du Parti au travail parmi la Jeunesse.

Lutter contre les adversaires et les organisations ennemies de la jeunesse ouvrière: C'est la troisième tâche. Sur ce point, le Parti a aussi un travail important à réaliser: tenir compte de l'importance de la jeunesse dans les propositions de front unique faites sur le terrain économique ou politique. Poser dans ces propositions, les grandes revendications politiques « militaires » et économiques de la jeunesse. C'est encore là pour notre Parti un moyen de s'intéresser à la jeunesse ouvrière.

Avoir aussi une politique sportive systématique, dirigée contre les organisations de masse que constituent les grandes fédérations bourgeoises de sport. Contribuer à leur désagrégation, en utilisant le mouvement de mécontentement qui se manifeste dans leur sein. Dresser une Fédération Sportive du travail large, la transformer et en faire une véritable et complète organisation sportive de la jeunesse prolétarienne.

Organiser la résistance de la jeunesse à l'emprise du fascisme et de ses organisations. Il n'est pas douteux que c'est dans certaines couches de la jeunesse, que le fascisme cherche à s'implanter. Le Parti doit répondre en opposant aux organisations fascistes de la jeunesse, l'organisation large antifasciste de la jeunesse prolétarienne.

Ce sont toutes ces grandes tâches qui sont posées devant le mouvement de Jeunesse Communiste, et que l'effort sérieux et la plus grande aide de tout le Parti, doivent contribuer à réaliser.

Le but à atteindre, c'est l'élargissement de l'influence de notre Jeunesse Communiste, c'est aussi le renforcement de ses organisations et de ses effectifs. C'est sur cette base que le Comité Central du Parti appelle toutes les régions, tous les rayons, les cellules et tous les membres du Parti au travail pour diriger, aider la Jeunesse Communiste.

Pour la conquête de toute la jeunesse laborieuse. Pour réaliser notre vieux mot d'ordre « A côté de chaque cellule du Parti, une cellule de Jeunes ».

Le Comité central du P. C. F.

Le Gérant : BELLANGER.

En vente à la **LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ**

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

L. TROTSKY

Europe et Amérique

Prix 6 fr.



Où va l'Angleterre ?

Prix 8 fr. 50

Parmi les phénomènes qui caractérisent la phase actuelle du déclin du capitalisme, il en est deux qui sont plus que jamais à l'ordre du jour: c'est, d'une part, l'hégémonie croissante de l'impérialisme américain, et, d'autre part, la décadence de l'Empire britannique.

Les deux livres de notre camarade Trotsky, que le *Service des Éditions de la Librairie de l'Humanité* vient de publier coup sur coup: EUROPE ET AMÉRIQUE et OU VA L'ANGLETERRE? examinent d'une façon magistrale les différents aspects des problèmes que posent ces deux faits fondamentaux, et en dégagent en même temps les conséquences inéluctables.

Tous les communistes liront avec un véritable plaisir ces deux livres de Léon Trotsky, écrivain et polémiste de tout premier ordre.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAÏSSANT SUR 8 PAGES
PUBLIE
DES N° SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS
1 MOIS 3fr
6 " 15fr
1 AN 30fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA
CORRESPONDANCE
INTERNATIONALE